



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! est à nous!

Dossier
400 candidatures
anticapitalistes

Pages 6 et 7

n°150 - 24 mai 2012 - 1,20 €

www.npa2009.org



Contre la droite et l'extrême droite, pas d'austérité de gauche

**VOTONS
ANTI-
Capitaliste**
www.npa2009.org

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - 10 JUIN 2012 - IMPRIMERIE ROTOGRAPIE 93100 MONTREUIL

Avec le soutien de **PHILIPPE
POUTOU**



Agenda

24 mai, insécurité et médias, Acrimed, Paris. Dans le cadre des « jeudis d'Acrimed », un débat est organisé sur le thème : « Le traitement médiatique de l'insécurité », avec Laurent Bonelli. RV à 19 heures à la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau.

26 mai, Commune, hommage, Paris. Les Amis de la Commune organisent une montée au Mur des fédérés pour le 141^e anniversaire de la Commune. RV à 14 h 30 à l'entrée du Père-Lachaise, rue des Rondeaux, Paris 20^e (M^o Gambetta).

26-28 mai, fête de Lutte ouvrière, Presles. Comme chaque année, la fête de Lutte ouvrière est l'occasion de débattre. Le NPA y sera présent. Le dimanche 27 mai de 16 à 18 heures à la cité politique, Cathy Billard et Gaël Quirante représenteront le NPA à l'occasion d'un débat avec LO sur le thème : « Quelle politique face à la situation créée par les élections ? » RV du samedi 11 heures au lundi 20 heures, à Presles.

31 mai, ciné-débat, Les Mureaux. Ciné-débat sur le thème « Quand l'extrême droite est au pouvoir », organisé par Attac78 Nord et la LDH. Projection de *Mains brunes sur la ville*, suivie d'un débat avec le réalisateur Bernard Richard et René Monzat, journaliste, écrivain spécialiste de l'extrême droite. RV à 20 h 15, au cinéma Frédéric-Dard, Les Mureaux (entrée 5,50 euros).

12 juin, projection-débat, Poissy. Projection du film *Liberté* de Tony Gatlif, suivie d'un débat sur le thème « Que nous disent les Roms de la liberté ? ». RV à 20h30, Cinéma C2L de Poissy, 112, rue du Général-de-Gaulle. Entrée gratuite.

MEETINGS LÉGISLATIVES

1^{er} juin, Lons-le-Saunier. Avec Olivier Besancenot. RV à 20 heures au Carcom, Lons-Centre (Carrefour de la communication).

1^{er} juin, Saint-Nazaire. Avec Philippe Poutou.

1^{er} juin, Aubervilliers. Avec Gaël Quirante.

4 juin, Quimper. Avec Christine Poupin.

5 juin, Saint-Brieuc. Avec Philippe Poutou. RV à 20h30, Maison du Temps libre.

5 juin, Guéret. Avec Christine Poupin.

5 juin, Créteil. Avec Olivier Besancenot.

6 juin, Paris 13^e. Avec Alain Krivine.

6 juin, Bordeaux. Avec Philippe Poutou.

6 juin, Strasbourg. Avec Christine Poupin.

7 juin, Besançon. Avec Alain Krivine. RV à 20 heures, au centre 1901, 35 rue du Polygone.



Pas de changement sans notre mobilisation !

Le gouvernement nommé le 16 mai est transitoire, et savamment composé pour faire élire un maximum de députés PS. On peut néanmoins deviner la politique qui sera mise en œuvre à la vue des personnalités nommées.

Le vrai gouvernement ne sera mis en place qu'après les législatives, en fonction des résultats et des alliances nécessaires. Pour la première fois, il est totalement paritaire, dix-sept femmes, dix-sept hommes. Enfin ! Mais, témoignage du machisme toujours bien réel, à l'écoute des commentaires, la parité ne saute pas aux oreilles, ce sont surtout les hommes qui sont connus et dont les journalistes parlent. La parité formelle est en avance sur la parité réelle. Mais c'est un point positif comme le retour d'un ministère des Droits des femmes, occupé par Najat Vallaud-Belkacem, en outre porte-parole du gouvernement. Cette équipe s'affiche comme l'anti-Sarkozy. Plus de ministère de l'Immigration et encore moins de l'Identité nationale ! À l'opposé, plusieurs ministres revendiquent un engagement antiraciste comme Delphine Batho ou Georges-Pau Langevin qui ont été vice-présidente de SOS-Racisme pour la première et présidente du Mrap pour la seconde ou encore la réalisatrice Yamina Benguigui, voire indépendantiste comme la ministre de la Justice Christiane Taubira. La rupture avec la droite s'affirme aussi avec la ministre déléguée à la Famille Dominique Bertinotti qui sera chargée de l'une des premières et rares promesses fermes de Hollande, l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples homosexuels. Toujours côté revendication de la rupture, il faut citer Fleur Pellerin qui avait pris position contre Hadopi. Mais avec Manuel Valls au ministère de l'Intérieur, c'est du lourd, du bien droitier et du bien

sécuritaire ! Avec des accents proches de ceux de la droite, il dénonce les juges laxistes, demande plus de places de prison et des sanctions immédiates contre les mineurs délinquants... Il met en pratique à Évry – dont il est député et maire – l'augmentation des effectifs de police municipale et la généralisation de la vidéosurveillance qu'il défend dans les débats. Laurent Fabius aux Affaires étrangères et Bernard Cazeneuve ministre délégué aux Affaires européennes, deux partisans du « non » au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel et opposants au Traité de Lisbonne, correspondent à la fermeté que veut montrer Hollande dans sa volonté de renégocier le pacte budgétaire européen. Bernard Cazeneuve est par ailleurs un farouche et efficace pronucléaire. Sur la question énergétique, il y en a pour tous les goûts. Le ministère de l'Écologie et du Développement durable revient à Nicole Bricq, une opposante aux gaz de schiste et au tout-pétrole. Europe Écologie-les Verts reçoit deux postes, Cécile Duflot comme ministre de l'Égalité des territoires est chargée du Logement, et Pascal Canfin au Développement est l'un des co-fondateurs de l'ONG Finance Watch. Mais Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur, a une solide pratique du lien entre l'université et le monde industriel et tout particulièrement dans des domaines aussi contestés et contestables que l'énergie atomique ou les nanotechnologies. Pierre Moscovici occupera le ministère de l'Économie et des Finances, avec Jérôme Cahuzac

ministre délégué au Budget, ils forment un duo libéral de choc : du Strauss-Kahn – dont Moscovici a été le plus proche collaborateur – sans Strauss-Kahn ! Ce message radical est immédiatement tempéré avec Benoît Hamon à l'Économie sociale et solidaire, et surtout avec le très pittoresque « ministère du Redressement productif » taillé sur mesure pour Arnaud Montebourg, plus en phase avec le débat sur la croissance. Aux Affaires sociales et la Santé, la nomination de Marisol Touraine est sans surprise ni équivoque. Elle défend la maîtrise des dépenses de la protection sociale, envisage le basculement des cotisations sociales vers la CSG, donc du salaire vers l'impôt, elle critique la loi HPST (hôpital santé patients territoires) mais pas la tarification à l'activité, elle refuse à la fois le remboursement des soins et médicaments à 100% et la retraite pleine et entière à 60 ans avec 37,5 annuités. La première réunion du conseil des ministres met la dernière touche au tableau avec la baisse de 30% de la rémunération des ministres, l'interdiction du cumul des mandats, l'affirmation de l'intégrité et de l'impartialité... Dans la lignée de l'élection de François Hollande, ce gouvernement veut incarner la rupture avec le sarkozysme. Mais pour qu'il en défase les contre-réformes, il faudra une solide opposition à sa gauche !

Christine Poupin

regards

McDo Des méthodes de gangsters

Depuis la mi-mars, les salariés des restaurants McDonald's d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) et de La Valentine à Marseille, subissent une politique de guerre sociale menée par une partie de la direction avec l'appui d'une milice extérieure à sa solde.

Alors que les salariés du McDonald's de La Valentine à Marseille 11^e revendiquaient sur les conditions de travail, le nouveau patron leur a répondu par des licenciements et des intimidations violentes perpétrées par des nervis extérieurs à l'entreprise. Le 19 mars, alors que les salariéEs venaient de se mettre en grève, une douzaine de vigiles sont entrés dans l'établissement, menaçant les grévistes, les dévisageant, les filmant et les menaçant de représailles. Encore plus fort, à partir du 28 mars, le chef de la bande de vigiles devient le nouveau responsable sécurité du restaurant. En avril, les menaces se transforment en véritables agressions avec des menaces de mort : deux salariéEs sont molestés, entraînant respectivement sept et cinq jours d'arrêt de travail. Des salariéEs du restaurant d'Aubagne venus apporter leur soutien sont à leur tour menacés et agressés. Des salariés ont subi des menaces avec une arme blanche, et ont été passés à tabac devant femmes et enfants et sous les yeux du directeur du restaurant qui encourageait ces personnes en criant « tuez-les, tuez-les » en présence d'un huissier de justice, et des plaintes ont été déposées. La scène a été filmée par les caméras du restaurant. Le directeur s'est fait surprendre par un délégué syndical en train de communiquer la vidéo et de revendiquer ses actes. Le samedi 12 mai, les salariéEs de La Valentine ont décidé d'intensifier leur lutte en décrétant une occupation « jour et nuit » du restaurant. « Nous resterons sur place tant que des négociations ne seront pas ouvertes comme cela est demandé par l'inspection du travail », a déclaré Antoine Mendy, délégué CGT. Soutenus par les militants des entreprises avoisinantes et des unions locale et départementale CGT, les salariéEs ont bloqué toutes les portes de l'établissement pendant que les vigiles tentaient de briser les chaînes. Bousculades, échauffourées, interdiction de sortie de journalistes ont fait monter la tension. Il faudra l'intervention d'un huissier, des renseignements généraux et de l'inspection du travail pour que la direction accepte de faire lever le « siège » par les vigiles et l'ouverture des négociations. Celles-ci ne sont toujours pas ouvertes, la direction semblant même remettre en cause l'annulation des licenciements, préalable à toute négociation. Entre-temps, alertés par les « occupantEs », des militants syndicaux et politiques étaient arrivés en nombre sur place, pour soutenir la lutte. Les salariéEs de ce restaurant se sont distingués par une combativité qui leur a notamment permis d'obtenir un treizième mois et un accord de participation. La restauration, comme le commerce ou le nettoyage, sont des secteurs où les activités syndicales et revendicatives sont tout juste

tolérées et les équipes syndicales violemment combattues quand elles refusent de collaborer. Le soutien des équipes syndicales ralentit, des unions locales et départementales est indispensable pour briser l'isolement et bloquer la répression. Ce soutien, renforcé par les organisations politiques locales (PCF, NPA, FdG), présentes lors de l'occupation, expliquent en grande partie le premier recul de la direction. Mais seul le maintien de ce rapport de forces pourra faire renoncer la direction à sa politique répressive et faire gagner les salariéEs sur leur revendications pour les salaires et les conditions de travail.

Robert Pelletier



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Grèce : avec le peuple et la gauche radicale

La Grèce est sous pression de l'Union européenne qui veut lui imposer l'austérité. Les élections du 6 mai ont changé la donne, et le prochain scrutin du 17 juin risque de confirmer le refus des Grecs de payer la crise.

« **L**et's loook happy » (ayons l'air d'être contents), a recommandé Barack Obama à ses collègues au moment de la photo des dirigeants au G8 de ce week-end. François Hollande s'est déclaré satisfait des résultats du sommet et notamment d'avoir réussi à faire inclure le mot « croissance » dans le communiqué final : « Je considère que le mandat qui m'a été confié par les Français a d'ores et déjà été honoré ». Et allons donc ! En fait, cette déclaration du G8 n'est que verbiage sans conséquence ou annonce de mesures supplémentaires de libéralisation de l'économie. À l'instar de celles prônées par la Banque centrale et la Commission européennes.

Le vrai problème est l'approfondissement de la crise en Europe avec deux pays dans l'œil du cyclone : l'Espagne et surtout la Grèce. En Espagne, le système bancaire est de plus en plus fragilisé (au point d'avoir amené le gouvernement de droite à nationaliser la troisième banque espagnole : Bankia) et le taux d'intérêt exigé par les marchés pour acheter la dette publique s'élève considérablement. Mais c'est vers la Grèce que tous les regards se tournent. Le bon score de Syriza, premier parti de la gauche radicale, aux élections du 6 mai a souligné à nouveau l'impasse de l'austérité imposée au peuple grec.

Les dirigeants européens sont tiraillés entre deux objectifs. Le premier est de ne pas fragiliser la zone euro. Une sortie de la Grèce créerait un précédent avec des risques accrus de spéculation de marchés financiers toujours libres d'agir comme ils le veulent ; elle pourrait être annonciatrice du début de la fin de l'euro. Le second

objectif est de ne pas céder sur les politiques d'austérité et de démantèlement des acquis sociaux. Vis-à-vis de la Grèce, l'Union européenne refuse donc de dissocier soutien financier et mesures d'austérité (résumées dans un document appelé « memorandum »). Céder sur le memorandum serait un recul global susceptible d'encourager les peuples espagnol, portugais, etc. soumis à des tours de vis de plus en plus durs.

Des pressions répétées sur les électeurs grecs

Par leurs pressions et leur propagande, les dirigeants européens espèrent peser sur le résultat des nouvelles élections grecques du 17 juin en faveur d'une victoire de la droite et des sociaux-démocrates contre la gauche radicale et Syriza. Quitte à renégocier ensuite certains aspects du memorandum avec un gouvernement qui en acceptera l'essentiel.

Dans ce contexte, les déclarations d'Alexis Tsipras, dirigeant de Syriza, consistent à mettre un pied dans la porte pour placer les dirigeants européens face à leurs contradictions : « Le 17 juin nous enterrerons le memorandum. Nous voulons rester dans l'euro et l'Europe ne laissera pas tomber la Grèce par crainte de contagion. Mais, si tel était le cas, nous cesserons de rembourser la dette. » Quoique l'on pense de l'orientation générale de Syriza, à ce stade cette position apparaît profondément juste et mérite la solidarité de toutes les forces antilibérales



et anticapitalistes en Europe. Un affrontement essentiel est en train de se jouer autour de la Grèce. La suite, ce sont les événements qui en décideront. En Grèce, non seulement l'élection du 17 juin mais aussi le développement de formes d'auto-organisation unitaires capables de constituer, non seulement un instrument de résistance, mais un embryon d'alternative à un appareil d'État incapable et corrompu. En Europe, seront décisifs le développement de la crise, notamment en Espagne, et la capacité des mouvements populaires à peser sur les décisions des dirigeants. François Hollande ne s'est pour l'instant en rien démarqué de cette logique infernale qui, en Grèce, réduit salaires et retraites, remet en cause les conventions collectives, désagrège le système

de santé et fait progresser de 40% les suicides. Laurent Fabius lundi 21 mai a mis en garde les électeurs grecs s'ils ne « *faisaient aucun effort* » pour rester dans l'euro. Tout ceci préjuge mal de la renégociation du traité budgétaire européen que Hollande a annoncé vouloir obtenir.

À nous, en France et en Europe, de prendre l'initiative. L'enjeu est de briser l'isolement du peuple grec aux avant-postes de la lutte contre l'austérité en Europe. Il faut pour cela prendre des initiatives de solidarité et dénoncer la campagne contre Syriza et la gauche radicale.

Henri Wilno



Par Robert Pelletier

Air France, l'envol des suppressions d'emplois

Le gouvernement Ayraut est à peine en place que les plans de liquidation d'emplois soigneusement retardés le temps de la campagne électorale reviennent à la une de l'actualité. Le plan de restructuration d'Air France illustre les stratégies patronales avec la menace de 5000 suppressions de postes.

Pour compenser le prétendu différentiel de coût avec la concurrence, le groupe doit imposer aux salariéEs une hausse de la productivité de 20% et faire 2 milliards d'euros d'économie d'ici à fin 2014. Un milliard d'économies devrait provenir du gel des salaires. Le reste passant par la suppression de milliers de postes, y compris parmi le personnel navigant. Pourtant, depuis 2009, plusieurs milliers de salariéEs ont déjà quitté Air France via des départs « volontaires », limités au personnel au sol. Globalement, environ 800 personnes quittent chaque année Air France. Pour nous faire payer la crise, les recettes sont partout les mêmes. Blocage des salaires, départs « volontaires » en retraite, suppressions de postes, augmentation de la productivité (le temps de vol des pilotes pourrait passer de 560 à 750 heures), restructuration (renforcement de la filiale « low cost », Transavia). Tout un symbole, cette politique est mise en œuvre dans une entreprise dont le ministre communiste Gaysot dirigea « l'ouverture du capital » en 1999.

Ce plan « social » n'est que le premier acte d'une série noire annoncée. ArcelorMittal, PSA, Florange, Petroplus, SNCM, Carrefour, Areva, SFR, General Motors seront dans les semaines qui viennent les têtes d'affiche de cette sinistre série.

Cette offensive patronale va mettre en pleine lumière la réalité de la politique du gouvernement Ayraut-Hollande et du ministère du Redressement productif d'Arnaud Montebourg. Pour arriver à ses fins, la bourgeoisie n'hésitera pas à imposer des reculs de nos droits démocratiques. Les conventions collectives, le droit de grève sont dans la ligne de mire du patronat. Les mesures de restriction du droit de grève prises lors de la grève des agents de sûreté des aéroports montrent la piste sur laquelle le patronat aimerait qu'un gouvernement continue à avancer. C'est donc dès maintenant que la riposte des salariéEs doit se construire autour de l'interdiction des licenciements et de la réduction massive du temps de travail.

Hollande au club du G8 et de l'Otan

Oublié le temps où Hollande dénonçait le G8 comme « un club de riches et de puissants qui émet des vœux ». « Il y a une différence, c'est que j'y suis maintenant », se justifie-t-il avec une fatuité digne de son prédécesseur... Et le nouveau président de se féliciter : « Je considère que des avancées importantes ont pu être faites sur les principaux sujets à l'ordre du jour », « la fermeté a conduit les Iraniens à venir à la négociation », sur la Syrie « il y a eu une avancée significative »... et le débat sur la croissance s'est imposé ! « Il apparaît d'évidence que la croissance a été le grand sujet de ce G8 [...] Il n'y aura pas de croissance sans confiance, et il n'y aura pas de confiance sans croissance. Je considère que le mandat qui m'a été confié par les Français a déjà été honoré ». Hollande est satisfait. Pour cela il a suffi qu'Obama prononce quelques

vœux pieux : « Nous sommes tous déterminés à faire en sorte que la croissance, la stabilité et la consolidation budgétaire fassent toutes partie d'un ensemble de mesures que nous devons tous prendre, afin de parvenir à la prospérité que nous recherchons pour nos concitoyens. » Croissance et consolidation budgétaire, c'est à dire austérité, associées en paroles et tout le monde est content. De Camp David à Chicago, Hollande a continué son parcours initié avec le sommet de l'Otan, le premier qui se déroulait sur le sol américain depuis 1999 et qui a réuni soixante pays dont les chefs d'État ou de gouvernement des 28 pays membres. Tout fier de ses premiers pas parmi les maîtres du monde, Hollande a su s'adapter selon la ligne édictée durant la campagne : « Je veillerai à affirmer l'indépendance de la France sans compliquer la

tâche de Barack Obama. » Concernant le retrait des 3500 soldats français en Afghanistan, il avait par avance modulé sa position en n'évoquant plus qu'un retrait d'ici la fin de 2012 des seules troupes « combattantes » et en promettant de le faire « en bonne intelligence avec nos alliés » laissant sur place des forces de soutien et de formation de l'armée et de la police afghanes. Enfin, en convenant que ce mouvement prendrait « sans doute plus de temps »... Un retrait à petits pas qui ne contredit pas la politique des USA et Obama de se féliciter « nous sommes unis dans notre détermination à achever la mission ». Ce dernier veut masquer le fiasco de la politique militariste et agressive des grandes puissances et s'assurer du soutien politique et financier de ses alliés pour maintenir ses troupes jusqu'en 2014, puis un contingent, ainsi que pour

l'entretien de l'armée afghane dont Washington ne veut pas assurer seul la charge. Hollande s'est coulé dans le moule, il a réussi son entrée au club des maîtres du monde en jouant sa petite musique tout en apportant son soutien à cette sale guerre et à l'occupation de l'Afghanistan en continuité avec la politique de Jospin au début de la guerre. Avec toutes celles et ceux qui ont affronté la police dans les rues de Chicago contre le sommet de l'Otan nous exigeons le retrait immédiat de toutes les troupes d'occupation.

Yvan Lemaître

PAKISTAN Terreur patronale dans le textile

Rencontre avec des ouvriers pakistanais exploités dans les environs de Karachi.

Habillés d'un grand habit couleur sable, les ouvriers des métiers à tisser emplissent le petit local syndical. Nous sommes à Ittehad, dans les environs de Karachi, la principale métropole industrielle et portuaire du Pakistan. Certains sortent de prison et d'autres y sont toujours. Pour avoir voulu constituer un syndicat, ils ont été enlevés par les Rangers, torturés et traduits devant une cour antiterroriste.

Ils parlent de la condition qui leur est faite. De la pauvreté qui les conduit à accepter de travailler dans des conditions inhumaines. Dans cette région où la température peut monter jusqu'à 48 degrés (il en fait déjà 38 et nous sommes en avril), les ateliers sont étouffants. Pourtant, si un ouvrier à l'audace de demander l'installation d'un ventilateur, il est immédiatement renvoyé chez lui...

Si ces travailleurs sont à ce point privé de tous droits, c'est qu'ils n'ont aucune existence légale. L'usine elle-même n'est pas déclarée; un peu comme les ateliers clandestins en France. Cependant, il s'agit ici d'entreprises grandeur nature, de zones industrielles sauvages construites avec la complicité active des partis gouvernants et des «forces de l'ordre».

La compagnie a bien pignon sur rue. Formellement installée dans une zone industrielle régulière, elle publie sur Internet une charte de bonne conduite; mais l'essentiel de la production se fait ailleurs, au gré des convenances. Si la protestation populaire contre la surexploitation se fait pressante, des camions viennent chercher matières premières et machines. Un ou deux jours plus tard, l'usine fonctionne à nouveau, quelques kilomètres plus loin.

La liste noire est une mesure de coercition redoutable. L'ouvrier licencié par un patron ne sera embauché par aucun autre. Pire, ses frères risquent d'être aussi interdits d'emploi - «même mes cousins!», s'exclame l'un des présents. Les employeurs font des familles leurs otages.

L'entente patronale verrouille le système. En France, une caisse noire peut être constituée pour aider un patron à tenir bon face à une grève. Les ouvriers que je rencontre sont confrontés au cas de figure inverse. Certains employeurs seraient prêts à quelques concessions salariales, mais ils en sont empêchés: le patronat local a décidé d'infliger une très lourde amende à qui accepterait d'augmenter les salaires. L'armée et la police sont aux ordres. C'est à la demande de leur patron que sept syndicalistes d'Ittehad ont été arrêtés le 21 mars, peu avant ma venue, et sévèrement torturés. Les ouvriers étant employés au noir, le patron a prétendu que les salaires non déclarés qu'ils avaient reçus lui avaient été extorqués. De nombreuses mobilisations ont eu lieu au Pakistan, doublé d'une campagne de solidarité internationale menée par le mouvement syndical, mais impliquant aussi l'Union européenne, mobilisée sur les cas de torture. Un premier détenu avait été rapidement libéré, les six autres l'ont finalement été dans la nuit du 14 au 15 mai (après le dépôt d'une caution de 600 000 roupies).

C'est une victoire importante, mais les syndicalistes (douze en tout) restent traduits devant la juridiction antiterroriste. Du nord au sud du Pakistan, des militants se voient accusés de «terrorisme» ou de crimes crapuleux (comme l'extorsion de fonds). C'est l'un des pays du monde où défendre les droits des travailleurs, des populations, est le plus dangereux. Nous avions déjà alerté dans *Tout est à nous!* n° 148, sur la menace de mort planant à l'encontre de détenus politiques dans le territoire de Gilgit. Cette fois aussi, la campagne de solidarité a porté de premiers fruits. Ils ont reçu la visite d'un docteur et la presse nationale s'est faite l'écho de leur situation. Mais cette fois encore, il ne s'agit que d'une première victoire, fragile. La solidarité doit se poursuivre.

Pierre Rousset



Lutte et solidarité dans la grève étudiante au Québec

Sean Cain est originaire de Toronto au Canada et vit à Avon, en France. Il est membre du NPA en Seine-et-Marne. Il revient sur les fortes mobilisations étudiantes de ces trois derniers mois durement réprimées au Québec.

Le mot «solidarité» n'est pas juste un cliché. C'est une nécessité fondamentale pour les militants de gauche partout dans le monde, qui veulent créer une société démocratique et sans classes.

L'histoire nous montre que si nous voulons contester sérieusement la loi du capital, les travailleurs doivent lutter aux côtés des étudiants, des militants écologistes, féministes et tous les autres progressistes. C'est précisément ce qui s'est passé ces trois derniers mois dans la province du Québec, au Canada, où se déroule la grève étudiante la plus massive dans l'histoire du pays. Depuis mi-février, plus de 300 000 étudiants - dans une province qui compte 7,9 millions d'habitants - sont en grève contre la proposition du gouvernement libéral d'augmenter les frais d'inscription à l'université de 83% sur cinq ans.

Le Québec est la province francophone du Canada. Historiquement, c'est là que se sont implantés les syndicats les plus à gauche et les plus militants du pays. Pourtant le gouvernement actuel, à l'image de la plupart des États néolibéraux dans le monde, veut faire payer aux étudiants la crise créée par les banques et le capitalisme néolibéral. Bien que les universités du Québec aient les frais d'inscription les plus faibles du

pays, les universités canadiennes ont des frais d'inscription parmi les plus élevés du monde. Un cycle universitaire de quatre ans revient à 58 000 dollars en moyenne (soit 44 666 euros), ce qui oblige de nombreux étudiants de la classe ouvrière voire des classes moyennes à renoncer aux études supérieures, ou à s'endetter à hauteur de dizaines de milliers de dollars pour tenter de financer leur éducation.

Trois organisations étudiantes majeures au Québec, dont Classe (Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante), qui est la plus importante et la plus à gauche d'entre elles, ont mené la lutte contre le gouvernement. D'autres syndicats et organisations de gauche ont participé aux manifestations et publiquement soutenu les étudiants. «Québec solidaire», un parti de gauche radicale réunissant plusieurs organisations anticapitalistes qui représente environ 10% dans les sondages, a également soutenu le mouvement.

L'objectif du mouvement étudiant est d'obtenir l'abolition des frais d'inscription. C'est la situation dans des pays tels que la Suède, le Danemark et la Norvège.

Le gouvernement libéral a tenté d'écraser la grève par des mesures de plus en plus

répressives. Depuis février, 1511 personnes ont été arrêtées, dont deux journalistes et un enseignant. C'est trois fois plus que durant la crise d'octobre 1970, quand les forces armées canadiennes avaient occupé la province et imposé la loi martiale à la suite de l'enlèvement de deux représentants du gouvernement par le Front de libération du Québec (FLQ).

La semaine dernière, le gouvernement a fait passer une loi très répressive, le «bill 78». Rassemblements, manifestations, piquets de grève sont interdits partout dans la province sans autorisation préalable. Les sanctions prévues en cas de désobéissance incluent des amendes jusqu'à 5 000 dollars (3 830 euros) pour un individu, 35 000 dollars (26 810 euros) pour les leaders étudiants ou syndicaux. La loi prévoit aussi des restrictions spécifiques concernant le droit de grève des personnels de l'éducation. La Commission québécoise pour les droits de l'homme, l'Association des professeurs d'université et Louis Masson, responsable du Barreau du Québec (principale association d'avocats de la province), se sont tous opposés à cette législation. Même «Strike the strike», un groupe opposé à la grève et aux dirigeants étudiants, a exprimé son opposition. Jusqu'ici, les étudiants ont

ignoré la loi et continué leur mouvement, et les organisations comme Classe se sont juré de défier la nouvelle loi par tous les moyens. En fait, depuis la semaine dernière, les manifestations sont devenues plus radicales, et les étudiants sont toujours dans la rue, arborant sur leur blouson ou leur sac les carrés rouges qui sont devenus le symbole de la grève.

Comme le dit la gauche radicale au Canada, «la solidarité ne connaît pas de frontières». C'est pourquoi les principaux représentants de la Fédération canadienne des étudiants (CFS), qui représente plus de 500 000 étudiants, essentiellement dans les régions anglophones, ont proposé à leur organisation d'appeler à une grève en Ontario, la province la plus étendue du Canada, en solidarité avec les étudiants du Québec.

Comme on l'a vu durant le printemps arabe et le mouvement Occupy, les mobilisations en Grèce contre l'austérité et la grève étudiante au Québec aujourd'hui, rien n'est plus fort qu'une mobilisation collective et engagée en solidarité dans l'intérêt de toutes et tous.

Sean Cain, le 22 mai
Traduction: Ingrid Hayes

GRÈCE

Retour sur le score des nazis

Le score du parti néonazi Chryssi Avgi aux législatives du 6 mai est particulièrement inquiétant, tant il est révélateur de la crise sociale et politique qui traverse le pays.



Comme prévu, les différentes manœuvres pour essayer de former un gouvernement issu des élections du 6 mai ont échoué : aucun parti opposé ou prétendument opposé aux mesures du mémorandum ne pouvait risquer de s'allier au Pasok ou à la droite pour former un gouvernement qui aurait éclaté peut-être dès la première grosse mobilisation ! Résultat, qui rend fous de rage les grands promoteurs de la démocratie que sont les dirigeants de l'UE et du FMI : un gouvernement « technique » chargé des affaires courantes jusqu'aux élections du 17 juin. En fait, le vrai problème n'est pas, comme le prétendent les technocrates du capital, le temps perdu (ah, toutes les mesures d'austérité qui pourraient être prises en un mois !) mais la possibilité de former un gouvernement le 18 juin. Avec, bien sûr, des questions cruciales pour la suite : le score de la gauche, celui des néonazis, la confirmation ou pas du discrédit des partis qui ont plongé le pays dans la misère. Les premiers sondages confirment une polarisation entre la Nouvelle Démocratie favorable au mémorandum (ND, droite dirigée par le nationaliste Antonis Samaras) et la gauche radicale Syriza (alliance entre gauche réformatrice antilibérale Synaspismos et quelques groupes de la gauche révolutionnaire). Tous les autres partis sont donnés en baisse, mais le propre de l'actuelle situation est bien celle de la fluidité,

accentuée par l'absence de grève des travailleurs. L'un des enjeux du prochain scrutin sera évidemment le score que feront les néonazis de Chryssi Avgi (sondages en baisse : 4 à 5%), restant un groupuscule à ce stade, mais représentant un danger potentiel qu'il s'agit d'écraser dans les mois ou les semaines qui viennent, sous peine d'avoir en Grèce une formation de tueurs aux ordres du patronat.

LA RÉSISTIBLE ASCENSION

Même si heureusement fort minoritaire, le score de Chryssi Avgi ne manque pas d'étonner : dans un pays vacciné il y a moins de 40 ans contre les ravages de l'extrême droite, presque 7% des électeurs ont brusquement donné leurs voix à un groupe ouvertement nazi (avec, bien sûr, devant la presse toutes les niaiseries accablantes sur le fait que leur sigle n'est pas ouvertement hitlérien et autres infantilismes...). Une étude sérieuse est urgente, tant la gauche a ignoré cette récente montée en réputation des putrides, dans un contexte où extrême droite et droite extrême récoltent presque 20% des voix. De fait, le succès des nazis repose sur diverses causes : à Athènes, contrôle d'un quartier petit bourgeois avec attaques paramilitaires contre les immigrés et protection affichée des petits vieux. Ce profil paramilitaire est directement appuyé par les flics, qui ont voté en masse pour eux, ce qui d'ailleurs implique non

seulement la revendication de dissolution du groupe nazi, mais aussi celle des corps spéciaux de la police, fort gangrénés ! Mais l'observation d'une région non urbaine montre que les nazis ont d'autres soutiens : ainsi en Arcadie, région montagneuse et paysanne, où ils ont obtenu 7,8% (ND 25,6, Pasok 16,1, Syriza 14,6), ils ont les votes des personnes âgées (les téléphones ont marché en faveur de ces « braves » petits jeunes qui « assurent » la sécurité... les flics refusant souvent d'intervenir et donnant aux interlocuteurs inquiets... les coordonnées de cette milice !) mais aussi de jeunes déboussolés (aucun avenir dans de nombreux villages « apolitiques »), de chasseurs (attire pour les armes) et de militaires ou ex-militaires. Si on ajoute le travail fait en ville par ce groupuscule auprès des lycéens, basé sur le rock dur nationaliste et sur les bastonnades contre les immigrés, et le score que ces petites frappes obtiennent dans certaines banlieues sinistrées (10% du côté de Perama), on vérifie malheureusement le poids du nationalisme en Grèce et on voit ainsi l'ampleur des tâches pour la gauche, qui n'a pas pris conscience dans son ensemble de l'importance d'un travail antifasciste durable et unitaire, qui donne des perspectives à une désespérance sociale mais aussi politique. Nous reviendrons sur la situation à gauche...

Andreas Sartzekis, Athènes, le 20 mai

PRISONNIERS PALESTINIENS

Une victoire, quelles perspectives ?

Le 13 mai dernier, un accord entre les représentants des détenus palestiniens et l'État israélien a été conclu sous égide égyptienne pour mettre un terme au mouvement historique de grève de la faim qui avait commencé il y a plus d'un mois et demi pour les premiers et qui a été suivie par plus de 1500 prisonniers.

À l'origine de cette grève, une situation dramatique pour l'ensemble des 4700 Palestiniens détenus par les sionistes : visites interdites pour les prisonniers originaires de Gaza, isolement et régime de la détention administrative. Hérité du mandat britannique, ce statut permet à Israël de maintenir en détention sans motif toute personne soupçonnée de mettre en danger Israël. Renouvelable tous les six mois, cette détention est un des outils de répression en dehors de tout respect des droits les plus élémentaires. Une fois lancée, la grève a pris une ampleur sans précédent. Débordant les cadres institutionnels aussi bien de l'autorité palestinienne que du Hamas, les prisonniers se sont constitués en comités coordonnés au niveau national. C'est bien cette auto-organisation de leur lutte autant que la peur d'une explosion de colère dans les territoires si l'un des prisonniers venait à mourir, qui ont obligé le gouvernement israélien à s'asseoir pour discuter avec les détenus. L'accord signé promet la fin de l'isolement, la possibilité pour les prisonniers de recevoir des visites et la non-reconduction des détentions administratives en cours. Cet accord est malgré tout soumis à deux compromis majeurs qui minorent la victoire des Palestiniens. Le premier est que la fin de la détention administrative ne sera effective que si de nouvelles preuves ne sont pas trouvées. Nul doute que la justice israélienne fera tout pour que les 310 détenus concernés restent en prison. Deuxièmement, cet accord sera suspendu si les détenus relancent une action de ce type. Israël s'est donc doté de solides garanties pour ne pas revivre ce type d'événements.

Les leçons à tirer de cette lutte sont multiples. Le premier élément qui doit retenir notre attention est évidemment la capacité de mobilisation intacte pour des pans entiers de Palestiniens. Un autre point important à prendre en compte porte sur la signification politique de cette grève : ce sont bien les politiques de négociation institutionnelles, de l'autorité palestinienne comme du Hamas, qui sont ici sanctionnées. Cette politique de normalisation, d'Oslo à la reconnaissance de l'État, qui ne change rien au quotidien des Palestiniens, ne correspond pas aux attentes de la base. Comme lors de la première intifada, les directions traditionnelles n'ont cessé de courir après le mouvement qui a su garder une grande part d'indépendance. Enfin, il va de soi que ce nouveau défi posé à Israël est un avertissement sur la marge de manœuvre du gouvernement actuel. Entre des directions palestiniennes en partie délégitimées, des pays voisins en pleine ébullition, les élections américaines de novembre prochain, Israël ne peut se permettre une contestation dans les territoires occupés.

En tant que militants pour l'émancipation, contre le colonialisme, le racisme, notre combat au côté du peuple palestinien a plus que jamais tout son sens. Ici et maintenant, notre priorité doit être de mettre la pression sur l'État sioniste en renforçant le plus possible la campagne BDS, créer le plus de collectifs possible partout en France et en faire une réussite qui redonne confiance à celles et ceux qui luttent là-bas au quotidien.

Antoine Chauvel

ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE Die Linke recule

Des millions d'électeurs et électrices étaient invités à se rendre aux urnes dimanche 6 mai dans le Schleswig-Holstein, à l'extrême nord de l'Allemagne, et dimanche 13 mai en Rhénanie du Nord-Westphalie.

Dans les deux cas, le parti Die Linke apparaît comme le plus grand perdant. Avec 2,2% des voix exprimées au Schleswig-Holstein et 2,5% en Rhénanie, il disparaît des deux Landtage (Parlement régional) puisqu'il ne passe plus la barre des 5% des voix.

Dans le Nord, le parti a ainsi perdu 3,8% des voix, et en Rhénanie 3,1%. Dans le dernier cas, une analyse des résultats publiée mardi 22 mai par la fondation Rosa-Luxemburg – proche du parti – montrent que Die Linke a surtout perdu des voix au profit du Parti social-démocrate SPD d'un côté (90 000 électeurs) et du Parti pirate (80 000 électeurs) de l'autre. Sur 250 000 électeurs perdus au total dans toutes les directions, 20 000 ont choisi l'abstention.

Ce recul important est surtout dû au manque de stratégie visible et à l'absence de perspectives d'amélioration de la situation sociale.

Considéré ni comme parti de luttes sociales – le SPD garde toujours largement la mainmise sur les appareils syndicaux – ni comme un parti de gouvernement perçu comme « crédible » sur ce terrain, Die Linke perd sur ces deux tableaux. En effet, des militants rapportent que d'anciens électeurs leur reprochaient de ne pas aller au gouvernement (ce que le SPD refuse d'ailleurs catégoriquement en Allemagne de l'Ouest), y voyant une incapacité d'améliorer concrètement leur situation. Alors que d'autres leur reprochaient trop de modération vis-à-vis de l'establishment.

Le parti n'a pas réussi non plus à marquer des thèmes qui lui soient propres, pour gagner un profil spécifique. En Rhénanie, où le SPD et les Verts n'avaient pas de majorité propre avant les dernières élections – ils viennent d'en gagner une – mais avaient besoin des voix de Die Linke ou de la droite, le parti apparaissait comme « Monsieur ou Madame Plus » sans pouvoir se distinguer sur le fond. Les débats entre SPD/Verts et Die Linke semblaient se bloquer sur le montant des fonds alloués, par exemple aux forfaits de transports subventionnés pour les

étudiantEs. Mais l'opposition de gauche est apparue comme faisant de la « surenchère » sur le plan quantitatif, sans pouvoir se démarquer qualitativement.

Le parti est renvoyé là où il se retrouvait entre 1990 (après la chute du Mur et l'expansion de l'ancien parti d'État de la RDA, « refondé », vers l'Ouest) et 2005. Le prochain congrès de Die Linke, prévu les 2 et 3 juin, devra débattre de ses orientations.

En attendant, c'est le Parti pirate qui a le vent en poupe. Il bénéficie d'un très gros effet de mode depuis plusieurs mois et est désormais représenté dans quatre Landtage. Parti sans idéologie caractérisée, initialement constitué pour défendre le droit au téléchargement illimité sur Internet, il est devenu l'expression idéale d'un vote protestataire sans marquage idéologique caractérisé. Sur le plan social, il reprend cependant certaines revendications de Die Linke, ou des points programmatiques des Verts en matière de défense des libertés individuelles.

Bertold du Ryon

400 candidatures

Employée, infirmière, enseignant, agent EDF, secrétaire, bûcheron, cheminot, ouvrier... Les candidatEs du NPA sont à l'image de la société: des travailleurEs qui n'ont que leur force de travail à vendre. La moyenne d'âge des candidatEs est légèrement supérieure à 40 ans, ce qui révèle que notre organisation reste l'une des meilleures représentantes de la jeunesse.

Le NPA sera sans doute la seule organisation à devoir payer l'amende sur la parité hommes-femmes pour avoir présenté... plus de femmes que d'hommes. Un déséquilibre dont nous sommes fiers, à l'heure où les autres partis présentent seulement 40% de femmes, dont une bonne partie sur des circonscriptions où ils sont certains qu'elles ne seront pas élues. Nous avons enfin essayé de mettre en avant des militantEs animant des luttes ces dernières années.

Obtenir une telle composition sociologique n'est pas une tâche facile: il faut en effet convaincre de présenter des salariéEs, des jeunes, des femmes, et de ne pas tomber dans la facilité en proposant des hommes qui se sont déjà présentés trois ou quatre fois. Ce n'est pas évident car, dans cette société, tout nous pousse à considérer que nous ne sommes pas légitimes à nous exprimer, que les élites, les experts sont mieux placés que nous. Sans oublier que de nombreux camarades n'ont pas pu se présenter parce qu'ils travaillent dans le privé ou parce qu'ils cherchent un emploi. Pour ces camarades, se présenter, être connu comme militant politique, équivaldrait à un licenciement à moyenne échéance ou à ne pas trouver de travail.

Présenter des candidats à l'image du monde du travail est un vrai effort militant pour les membres du NPA et les sympathisantEs qui ont accepté de se présenter.

DES CANDIDATURES ANTICAPITALISTES OUVERTES

Sur le plan politique, le NPA présente 340 candidatures, dont 40 se réclamant de son courant public «Gauche anticapitaliste» et soutient 30 candidatures d'autres organisations. Dans la plupart des cas, ces dernières sont mises en place dans le cadre d'accords unitaires départementaux. La majorité de ces accords sont noués avec les Alternatifs et le Mouvement des objecteurs de croissance (MOC), qui n'ont pas souhaité dans certains départements se présenter avec le Front de Gauche et ont voulu au contraire maintenir une indépendance politique anticapitaliste vis-à-vis de ce courant. Dans cette situation, le NPA a souhaité œuvrer à un rassemblement des courants anticapitalistes. C'est le cas en particulier avec les candidatures NPA-Alternatifs-MOC en Drôme, en Ardèche et en Isère.

Parfois, des candidatures unitaires ont été nouées avec des organisations du Front de Gauche, lorsque les sections locales ont assumé une certaine forme de rupture programmatique avec leurs directions nationales, comme par exemple l'indépendance complète vis-à-vis du PS et la sortie du nucléaire. D'autres candidatures unitaires sont issues des droits de la Gauche anticapitaliste, en tant que courant public du NPA, à défendre son orientation dans plusieurs circonscriptions même si cela ne rencontrait pas l'assentiment de la majorité du NPA.

ET MAINTENANT, LA CAMPAGNE!

Malgré les difficultés actuelles des anticapitalistes et des révolutionnaires, nous avons fait le choix de nous présenter partout où c'était possible, partout où nous estimions pouvoir organiser une campagne militante.

Et c'est l'étape suivante: il nous reste deux semaines et demie pour réaliser une campagne de masse: aller à la rencontre des salariés, faire connaître nos idées, proposer à tous ceux qui ont été intéressés par la campagne de Philippe Poutou de militer avec nous. Deux semaines et demie, c'est le temps qu'il a fallu à ce dernier pour gagner en notoriété et doubler son score dans les sondages. Alors pourquoi pas, cette fois, pour les législatives?

L'enjeu n'est rien moins que de renforcer le courant à gauche le plus indépendant du PS. À l'heure où celui-ci, après quelques mesurées choisies pour faire plaisir à gauche, va se glisser petit à petit dans le sillage de ses camarades sociaux-libéraux d'Espagne et de Grèce, il est nécessaire de renforcer le courant qui se bat à la fois pour une rupture anticapitaliste face à la crise et pour un front unitaire de lutte contre l'austérité de gauche.

Chaque voix qui se portera sur les candidats du NPA sera un encouragement à lutter pour une autre société!

Antoine Larrache

La liste de la totalité des candidatEs se trouve sur www.npa-legislatives.org

Adil: un député pour nos quartiers!



Dans la 13^e circonscription des Bouches-du-Rhône, la candidature d'Adil Fajry, agent territorial, et de Géraldine Grimaud, demandeuse d'emploi, a démarré à Istres, en plein cœur du quartier populaire «le Prépaou». Banderoles en bas des blocs, grillades, sono et prise de parole d'Olivier Besancenot pour donner le ton de la campagne: «Justice sociale dans nos quartiers populaires». La semaine dernière, les militants ont inauguré une murette du quartier qu'ils ont baptisée: local de campagne. Adil et Géraldine ont fait un meeting «live» au pied des HLM en présence du groupe ZEP. Prochaines étapes: le 30 mai

avec une intervention de Saïd Bouamama sur les luttes de l'immigration/luttes ouvrières, et le 4 juin à Martigues pour une réunion sur l'islamophobie animée par Abdelaziz Chaambi. La campagne se clôturera comme elle a commencé, par une fête au cœur du quartier. Au-delà du score que nous espérons être le plus élevé possible, nous voulons au travers de cette candidature participer à notre échelle à la politisation des quartiers populaires. Vous pouvez suivre cette campagne sur le net: ww.adil2012.fr ou sur la page «Adil Fajry» sur Facebook.

Dans le Lot

Le NPA sera présent dans les deux circonscriptions du Lot.

Dans la 1^{re} (Cahors et le sud du département), c'est Patrick Bellois, directeur de MJC, qui est notre candidat. Son suppléant est Jean-Luc Morestin, du MOC, technicien, qui a déjà été candidat avec nous lors de précédentes élections.

Dans la 2^e (Figeac et le nord), c'est Gérard Barde, retraité, ancien du PC qui a rejoint le NPA en 2010. Il a été suppléant de Christine Gauchet aux cantonales de 2011 où ils ont réalisé un score de 6,67%! Sa suppléante est Muriel Poyer, monitrice d'auto-école associative.

Dans le Lot, à forte dominance à gauche, PS et PRG se partagent les postes entre conseil général, députés, sénateurs. Au conseil général, ils se comportent en bons «gestionnaires» comme l'a montré le récent conflit des aides ménagères où ils ont voulu imposer un plan d'austérité contre les salariés, qu'ils ont dû totalement remballer devant la détermination des aides-ménagères.

Dans ce département fortement rural, sauf le nord qui a des usines importantes: Rattier à Figeac, la Solev à Martel, Andros à Biars, ce sont les démantèlements des services publics qui préoccupent, comme la maternité à Figeac, les suppressions de bureaux de poste dans les petites communes, les problèmes de transport. Depuis plusieurs années un comité «Tous ensemble pour les gares» se bat contre les suppressions programmées d'arrêts sur la ligne Paris/Toulouse.

Dans le Nord, c'est la question du désenclavement qui pose problème. Depuis 20 ans, les conseils généraux du Lot et de la Corrèze financent des études routières alors qu'il existe une ligne ferroviaire qui ne demande qu'à être exploitée rationnellement. Les élus de gauche s'y opposent alors que même le patron d'Andros est pour le ferroutage!

Autre menace, les autorisations d'exploitation du gaz de schiste qui concerne une vaste superficie du département. Un comité dynamique organise mobilisation et manifestations.

Les militants du NPA sont partie prenante de ces manifestations et comités.

Dans le nord, nous éditons un bulletin: *La Voix anticapitaliste*, distribué sur les marchés et les entreprises, bulletin qui reçoit beaucoup de sympathie.

Correspondant local



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

En Seine-Saint-Denis

Dans le 93, les spécificités d'un des départements les plus populaires se sont exprimées dans les deux tours de la présidentielle. D'abord le ras-le-bol social et la défiance du système politique institutionnel avec 26,4% d'abstention (et des pics à plus de 30% dans certaines communes comme Aubervilliers ou Stains) soit près de 8 points de plus qu'en 2007. Ensuite par un vote très fort à gauche, au 1^{er} tour Hollande faisait 38,7% (et ses meilleurs scores dans les municipalités encore tenues par le PCF), Mélenchon très au-dessus de ses scores nationaux avec 17% (plus de 20% dans les mêmes communes PCF) captant l'électorat de l'extrême gauche, puisque Philippe Poutou a obtenu 0,9% et Nathalie Arthaud 0,5%. Dans ce département phare pour stigmatiser «les violences urbaines», «la délinquance des jeunes», le nombre de migrants etc., le score FN a un peu augmenté par rapport à 2007, et avec 13,5% il est certes trop haut, mais très inférieur au score national et aux 20% que totalisaient Le Pen et Mégret en 2002. Enfin la bonne nouvelle c'est la claque de Sarkozy, 19,5% au 1^{er} tour et surtout la déculottée du 2^e tour avec 65,3% pour Hollande (77,8% à Saint-Denis) et donc 34,7% pour Sarko.

Le NPA sera présent dans dix circonscriptions, dont sept avec des candidates, il soutiendra la liste unitaire avec les Alternatifs à Montreuil et une liste Gauche anticapitaliste-NPA à Aulnay-sous-Bois. Dans ce département très majoritairement tenu par le PS avec des bastions importants qui restent au PCF (ou à la Fasse comme les deux députés sortants de Saint-Denis et Tremblay-en-France), le côté local peut modifier sensiblement les votes.

Au cœur de notre campagne, l'emploi, la lutte contre les licenciements avec le projet de PSA de fermer son usine d'Aulnay ce qui provoquerait 10000 suppressions d'emploi dans le département. Alors que le 93 connaît un taux de chômage de 14%, il est inadmissible

que la politique des communes, des intercommunalités, du conseil général et du conseil régional, presque exclusivement gérés par les partis de gauche aboutisse à se féliciter des milliers d'emplois qui «arrivent» à La Plaine, Aubervilliers, Pantin ou Le Bourget, sans créer de postes autres que précaires, vu qu'il s'agit d'entreprises (et pas que des PME : ArcelorMittal, Orange, SFR, L'Oréal, Générali, BNP-Paribas...) qui déboulent parce que les aides sont particulièrement juteuses !

Les candidatEs du NPA défendent le droit au logement comme ils l'ont fait dans les luttes contre les expulsions de logements à Bagnolet, Montreuil, La Courneuve ou Saint-Denis. Ce qui passe par l'arrêt des expulsions (y compris des squatteurs), l'application de la loi de réquisition des logements vides, comme cela a été fait en 2009 à Saint-Denis par un arrêté municipal enregistrant la réquisition effectuée par des familles soutenues par les associations et des partis de gauche, et la construction de logements sociaux (il en manque au moins 50000 dans le département).

Les candidatEs du NPA combattront les dangers écologiques de l'usine de méthanisation (pour traiter les déchets) que les communes veulent construire à la limite de Bobigny, Pantin et Romainville, où la mobilisation a obligé les élus à une consultation dont ils ne voulaient pas.

Enfin dans un département où 20% de la population n'a pas la nationalité française, où dans une ville comme Saint-Denis de plus de 100000 habitants, il n'y a que 40000 électeurs, les candidatEs du NPA, qui participent au comité de soutien des Roms, aux mobilisations de RESF, défendent la régularisation de tous les sans-papiers, la fin du statut spécifiques des Bulgares et des Roumains, et des discriminations contre les Roms, et bien sûr le droit de vote et d'éligibilité des étrangers à toutes les élections.

Dans la Vienne, pour une Alternative à gauche : unitaires et anticapitalistes !

Dans la suite des élections municipales et régionales, nous nous présentons de nouveau avec les Alternatifs pour défendre «Une Alternative à gauche», même si nous aurions souhaité élargir cet accord à l'ensemble de la gauche de la gauche. Malheureusement, les discussions avec le Front de Gauche n'ont pas pu aboutir. Nous sommes quoi qu'il en soit présents dans trois circonscriptions sur quatre, avec un candidat des Alternatifs, Bruno Riondet sur la 1^{re} circonscription, et deux candidats du NPA, Maryse Desbourdes et Alexandre Raguet sur les 2^e et 3^e. Nous voulons mettre en avant l'idée de la démocratisation de la politique, en présentant deux jeunes sur une circonscription et deux femmes sur l'autre.

Vivant à quelques kilomètres d'une centrale nucléaire (Civaux) ainsi que de la future LGV, nous ferons aussi campagne pour la sortie immédiate du nucléaire ainsi que pour l'arrêt du projet de LGV que les populations refusent et qui est à la fois antiécologique et socialement inutile. Les questions des droits des femmes, de

l'émancipation des jeunes ou encore de la régularisation de tous les sans-papiers seront aussi au centre de notre campagne puisqu'il s'agit là de combats que nous menons tout au long de l'année dans des collectifs et dans notre activité militante globale.

Alors que la Grèce est à un tournant de son histoire et que les politiques libérales et l'austérité vont s'abattre sur tous les peuples d'Europe, il faut préparer la riposte unitaire et ce sera le message que nous ferons passer. Rassembler une gauche politique de combat en totale indépendance du PS pour proposer une Alternative à gauche, et au-delà rassembler toutes celles et ceux qui seront prêts à se battre pour contrer l'austérité, avec l'émergence d'un front unique. En une phrase, cette campagne nous permettra de mettre en avant des revendications que nous seuls défendons, tout en préparant l'avenir. Et de cet avenir, il faudra être acteurs, dans les luttes et dans les élections, de manière anticapitaliste et unitaire.

Dans le département du Premier ministre, le NPA 44 est en campagne

Dans le département de Loire-Atlantique, le NPA se présente dans quatre circonscriptions avec une parité complète des candidats. Dans la 1^{re} circonscription, Claudine Jegourel, contrôleur du travail, militante syndicale, est engagée de longue date dans la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

Dans la 2^e circonscription, Sandra Cormier, enseignante précaire, a été de toutes les luttes pour la régularisation des sans-papiers et participe activement au mouvement féministe.

Dans la 3^e circonscription, Bruno Hervé, militant syndical, mène le refus de l'austérité sur les terres mêmes du nouveau Premier ministre, Jean-Marc Ayrault.

À Saint-Nazaire, dans la 8^e circonscription, Thierry Bruvalone, militant du NPA et du Mouvement des objecteurs de croissance, est particulièrement engagé dans l'écologie radicale et le combat altermondialiste.

Nos candidatures s'opposent à l'extrême droite et à la droite mais également à la politique d'austérité dont Ayrault se propose d'être le chef d'orchestre comme ici, en Loire-Atlantique, nous nous opposons résolument à la politique mise en place par le PS, dirigé de main de fer par le même Jean-Marc Ayrault.

En particulier, nous dénonçons sa volonté de faire de Nantes une ville pour les riches par des politiques du logement et du transport prédatrices pour les classes populaires, ainsi que la construction

d'infrastructures mégalomaniaques telle l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Nous voulons en finir avec ce projet inutile et ruineux, qui bloquerait pour des années les possibilités de développer les services publics dont la population a besoin.

Toutes nos candidatures s'appuient sur un travail politique régulier des différents comités nantais dans les quartiers populaires (Malakoff, les Dervalières ou encore les quartiers nord de Nantes) ainsi que sur une intervention soutenue sur la ville de Saint-Nazaire.



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MJAMERON)

Les candidatEs du NPA en Seine-Maritime

Le NPA est présent dans neuf circonscriptions sur dix, avec cinq femmes titulaires. Toutes et tous ces candidatEs, militantEs du NPA sont des salariéEs, syndicalistes partie prenante du mouvement social et politique dans l'agglomération, représentatifs de la population laborieuse, des salariéEs des grandes entreprises privées et publiques de l'agglomération. Le NPA est aussi fier d'avoir deux candidatEs jeunes, étudiantEs de 25 et 26 ans. Dans la région, comme dans tout le

pays, le problème de l'emploi est au cœur de cette campagne, avec la raffinerie Petroplus et l'entreprise Legrand électrique menacées de fermeture; les employés de Paris Normandie craignent également pour leur avenir si ce journal local disparaît. Nous défendons dans ces élections l'idée de la convergence de ces luttes pour l'interdiction des licenciements. Tout en ne cédant rien sur l'emploi, il ne faut rien abandonner non plus sur l'écologie. Avec les salariéEs de la raffinerie de Petit-Couronne, nous exigeons 0 licenciement. Nous défendons la mise sous contrôle de la population et des salariéEs de l'ensemble du secteur énergétique après expropriation des grands groupes de l'électricité et du pétrole pour préserver et développer l'emploi, gérer l'énergie comme un bien public accessible à toutes et tous et donner un avenir à notre planète sans déchets radioactifs ni effet de serre. Dans le même sens, nous défendons l'abandon de l'EPR à Penly et la sortie du nucléaire. Sur la côte normande existent déjà sept réacteurs nucléaires. Un autre front de lutte est le soutien au combat du DAL, qui a réquisitionné des logements vides pour y reloger des familles avec enfants sans abri, soutenu par le Collectif des travailleurs sociaux 76 et RESF.

• 1^{re} : José Marin, 51 ans, bibliothécaire dans la ville de Rouen, syndicaliste, suppléante Annick Hely, 52 ans employée de la poste, elle aussi syndicaliste à Rouen.

• 2^e : Catherine Saillard, 58 ans, fonctionnaire, a déjà été candidate aux élections municipales, militante syndicaliste. Son suppléant, Philippe Havel, est agent hospitalier, syndicaliste et originaire de Darnétal, commune de la circonscription.

• 3^e : Christine Poupin, porte-parole du NPA, syndicaliste, est bien connue dans la commune de Sotteville-les-Rouen où elle a été précédemment élue aux élections municipales; son suppléant, Olivier Petit, 40 ans, est cheminot, dans une circonscription où les luttes à la SNCF ont toujours été déterminantes dans le mouvement ouvrier local et national.

• 4^e : Régis Louail, 58 ans, ouvrier dans l'industrie automobile, à Renault Cléon, syndicaliste; Clara Nestic, 41 ans professeur des écoles, syndicaliste.

• 5^e : Christophe Poussin, 47 ans, formateur sur chantier d'insertion; Patrice Deveaux, 55 ans, privé d'emploi.

• 6^e : Rafael Alacaraz-Mor, 25 ans, étudiant; Marilyne Certain, 26 ans, étudiante.

• 7^e : Marie-Hélène Duverger, 39 ans, enseignante, syndicaliste; Jean-Pierre Paris, 57 ans, ouvrier dans l'industrie automobile, syndicaliste.

• 9^e : Myriam Tevenin, 46 ans, secrétaire médicale; Christophe Renouf, 43 ans, opérateur en raffinerie.

• 10^e : Michèle Mor, 65 ans, enseignante retraitée; Jean-Christian Rouly, 63 ans, cadre de l'industrie retraité. Une réunion publique des candidatEs de l'agglomération rouennaise aura lieu vendredi 8 Juin, à 20 heures à la Halle aux Toiles à Rouen.

Quand l'UMP part en « guerre »...

Pour la période de campagne, l'UMP tente de faire l'unité, mais les désaccords risquent de ressortir de plus belle après le 17 juin.

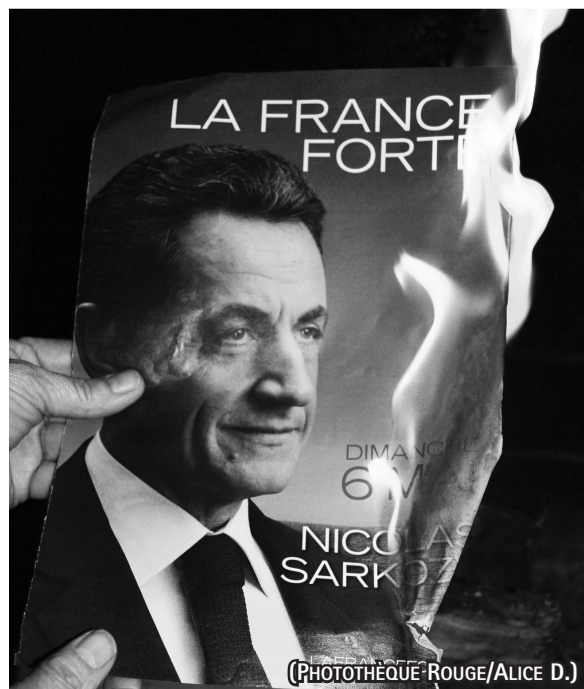
C'est promis, juré, acté. Les désaccords et surtout rivalités sont mis entre parenthèses jusqu'au 18 juin et c'est derrière une direction « collégiale » que l'UMP part en « guerre » – selon les mots de son secrétaire général, Jean-François Copé – pour les élections législatives. Le même, cité par le Figaro, indique qu'il s'agira de « convaincre les Français de l'irresponsabilité » de François Hollande et que « nous ferons campagne contre le refus de la règle d'or, contre le droit de vote pour les étrangers, contre le matraquage fiscal des classes moyennes, contre l'abandon de la filière nucléaire ».

Problème : chacun sait que Hollande et le PS acceptent ladite règle d'or (qu'ils soumettront au nouveau Parlement dès sa première session) et sont des défenseurs résolu de la filière nucléaire à laquelle ils ont promis de ne pas toucher (hors la centrale obsolète de Fessenheim), tandis que le supposé matraquage fiscal n'apparaît pas non plus très évident. En fait, sur les principales questions économiques comme sociales, ils se situent sur le même terrain que la droite, avec quelques différences ponctuelles ou de degré. D'où la difficulté manifeste des dirigeants de l'UMP à remplir leur fonction d'opposants, et leur propension à centrer leurs attaques sur des questions de personnes (l'« inélégance » d'Hollande envers Sarkozy, la condamnation d'Ayrault il y a quinze ans...)

Des quatre axes mis en avant par Copé, le seul ayant une base matérielle est le droit de vote des étrangers... pour les seules élections municipales. Auquel vient maintenant s'ajouter la dénonciation du « laxisme judiciaire » de la gauche, après que Christiane Taubira a confirmé le projet de supprimer les tribunaux correctionnels pour les mineurs – une mesure elle aussi élémentaire, quoique limitée. Au final, les arguments minimalement consistants de la campagne de l'UMP se réduiront donc aux thèmes régaliens ou « de société » (on peut ajouter le mariage homosexuel). Et c'est logique puisque cela correspond au seul type de « changement » un peu progressiste que le gouvernement Hollande est prêt à engager. En même temps, faire campagne sur ces questions signifiera pour la droite se retrouver en terrain connu et commun avec le FN, ce qui aura inévitablement comme conséquence d'accroître la pression que ce dernier exerce sur l'ex-parti présidentiel.

D'autant que pour l'après-17 juin, on aiguise déjà les couteaux. Le Figaro, toujours lui (mais après tout c'est le journal quotidien de l'UMP), publiait ces jours-ci un article intitulé : « Les législatives ont mis un couvercle sur leur rivalité. Mais dès le lendemain du second tour, les hostilités commenceront entre Fillon et Copé. Pour le contrôle de l'UMP. » L'auteur y citait des responsables de droite avançant des propos tels que « ça va être sanglant » ou « les règlements de comptes vont être terribles ». Tant mieux ! Mais à condition que dans le même temps on parvienne à faire refluer la menace que fait peser le FN. Ce qui impliquera de construire et renforcer une alternative politique anticapitaliste, totalement indépendante.

Jean-Philippe Divès



(PHOTOTHÈQUE-ROUGE/ALICE D.)

Petits (dés)accords entre amis

La semaine précédant la date limite de dépôt de candidature a été riche de tractations à gauche.

Le Parti socialiste ne va pas faire le « changement » mais la rigueur. Trouvera-t-il, chez ses anciens alliés de la gauche plurielle de 1997-2002, des partenaires politiques pour le cautionner, ou des adversaires résolus ?

Les tractations de la semaine dernière entre PS, Europe Écologie-les Verts, PCF et Parti de gauche, offrent un éclairage cru sur cette question.

Il s'agissait de négocier des retraits de candidature avec désistements réciproques dans une cinquantaine de circonscriptions, où planerait le risque de voir tous les candidats de gauche éliminés du second tour, avec à la clef un duel FN-UMP. Au bout de cinq jours, ces négociations ont échoué. Chacun a rejeté la responsabilité sur les autres. Pour Martine Aubry, « il n'y a pas eu d'accord avec le Front de Gauche parce qu'il n'y a pas eu d'accord au sein du Front de Gauche ». Entendez : avec le PCF on pouvait s'entendre, mais le PG a fait de la surenchère... Même accusation chez les Verts (selon le délégué d'EÉLV aux élections, « le PCF a été constructif », pas le PG)... et même de la part de Lydie Benoist, responsable des élections à la direction du PCF, qui accuse le PS de « ne rien vouloir lâcher », mais aussi le PG d'avoir fait de la « surenchère » ! PG qui, lui, dénonce la volonté d'hégémonie irresponsable du Parti socialiste qui prendrait ainsi le risque de faire gagner la droite.

Bien sûr, celle-ci va se féliciter des divisions

à gauche. Mais au-delà des polémiques politiciennes, quel est le sens profond de ces négociations ?

Les concurrents-partenaires de l'ex-gauche plurielle jouent des coudes pour obtenir plus de députés, le PS veut une majorité à lui tout seul, le Front de Gauche plus de députés qu'EÉ-LV. Mais c'est qu'ils se conçoivent d'emblée comme membres d'une même majorité politique.

C'est évident des Verts. Ils ont échangé il y a six mois l'acceptation du nucléaire contre des circonscriptions gagnables, se sont précipités pour se caser au gouvernement, et renoncé... au ministère de l'Écologie (c'est vrai que si c'était pour aider les industries nucléaires et pétrolières à prospérer, à quoi bon ?).

Mais le Front de Gauche, après avoir fait se lever de réels enthousiasmes pendant la présidentielle, avec les virulences de Mélenchon, connaît lui-même une nouvelle séquence. Ses tracts électoraux sont plus fades, parlent moins de revendications précises à imposer que de faire entrer à l'Assemblée le maximum de députés Front de Gauche, pour « colorer » plus en rouge la majorité de gauche. Les critiques contre « Hollandréou » sont mises en sourdine.

C'est surtout vrai du PCF, qui entretient même le flou sur sa participation à un gouvernement sous tutelle socialiste, pas forcément par réelle volonté d'y entrer, mais pour montrer qu'il fait partie de « la famille ».



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

Mais même le PG a accusé les socialistes de vouloir « être majoritaires seuls à l'Assemblée nationale » et de « tenter de limiter au maximum le poids de leurs éventuels partenaires ». « Partenaires » vraiment ? De quelle politique ? Mélenchon l'a dit lui-même après le 6 mai : il n'est « ni dans la majorité ni dans l'opposition » (une formulation sans doute déjà trop radicale pour la direction du PCF !). Et il « n'appelle pas à la grève générale » comme l'extrême gauche, car il est « républicain » et « respecte les urnes ». L'affrontement contre « Hollandréou », il faudra pourtant bien le préparer, et ça passe déjà par la clarté politique...

Yann Cézard

« Contre l'extrême droite et toutes les politiques d'austérité, répondre à l'urgence sociale »

Nos camarades du bassin minier ont décidé unanimement de présenter la candidature de Séverine Duval dans la 11^e circonscription du Pas-de-Calais où se présentent Marine Le Pen (31,42% des voix au 1^{er} tour de la présidentielle) et Jean-Luc Mélenchon (14,85%). Alors que toutes les autres forces politiques se maintiennent, que nous appellerons évidemment à battre Le Pen au second tour en votant pour le candidat de gauche le mieux placé, notre candidature est non seulement légitime mais nécessaire.

« Bataille homérique », « Finale des perdants »... le jeu médiatique donne à l'élection à Hénin-Beaumont une dimension nationale, emblématique à plus d'un titre.

Arrivé en tête au premier tour de la présidentielle dans la circonscription, le FN voudrait faire son retour à l'Assemblée nationale en récoltant les fruits d'années d'implantation dans le bassin minier du Pas-de-Calais ravagé par le chômage et la crise. Comme dans de nombreuses communes du Nord-Pas-de-Calais, le désespoir, la colère sociale, fruits de 30 ans de politiques antisociales menées par la gauche et la droite, ajoutés aux scandales affairistes du PS local, ont nourri le vote pour l'extrême droite (41% au deuxième tour des législatives en 2007), à tel point que le FN est arrivé en tête dans de nombreuses communes PCF dans la région.

Si la candidature de Mélenchon a été accueillie dans les cercles militants et syndicaux souvent



avec l'espoir, enfin, d'un combat politique sans concession contre la démagogie, les mensonges et le poison raciste distillés par le FN, il n'en reste pas moins que la lutte contre l'extrême droite ne peut se résumer à un match électoral ou un combat singulier... Le parachutage de JLM dans une circonscription qui n'est tenue ni par le FN ni par la droite mais par le Parti socialiste n'est pas une réponse. Bien plus que contre Marine Le Pen, ce dernier joue sa carte personnelle face au PS auquel il rêve, non sans raison, de prendre cette circonscription. Nous sommes pour l'unité contre l'extrême droite mais sur des bases politiques claires discutées dans le respect réciproque, une unité qui n'a rien à voir avec

une opération médiatique d'un ancien ministre qui confond les caméras de télévision avec les barricades !

Il serait complètement erroné de nous prêter à ces manœuvres politiciennes, les classes populaires ont besoin de bien d'autres perspectives et défendre notre politique, ce n'est pas être sectaire : c'est une question de démocratie, une évidence dont nous n'avons pas à nous justifier.

Nous voulons faire une campagne « contre l'extrême droite et toutes les politiques d'austérité, répondre à l'urgence sociale ». Face au FN, il faut prendre le problème à la racine, satisfaire les exigences des classes populaires, œuvrer à la construction d'une opposition de gauche

à la politique d'austérité du gouvernement.

Nous ferons tout pour battre Marine Le Pen, mais, à l'heure où Hollande prépare une austérité de « gauche » qui alimentera les désillusions et le terreau sur lequel le FN prospère, et où des dirigeants du Front de Gauche n'ont toujours pas clarifié la question de leur participation ou de leur soutien au futur gouvernement, la nécessité d'une gauche combative, indépendante du PS, qui œuvre au regroupement de toutes les forces, qui seront une opposition à la politique de rigueur promise par Hollande, est vitale.

Raymond Adams

Minnie, Mickey, Pluto, Donald en grève contre le harcèlement sexuel

L'abrogation par le Conseil constitutionnel de la loi sur le harcèlement sexuel laisse les femmes sans recours, même si la ministre des Droits des femmes a annoncé un nouveau texte avant l'été.

Engagée sans préavis, la veille du long week-end de l'Ascension, la grève des personnages de la célèbre parade a gâché les festivités du 20^e anniversaire de Disneyland Paris. Mickey et tous les autres défilant dans un cortège de grévistes... en soutien à une collègue victime de harcèlement sexuel. Après l'abrogation de la loi sur le harcèlement sexuel, le 4 mai dernier, par le Conseil constitutionnel, en France comme à La Réunion se multiplient rassemblements, dépôts de plainte contre le Conseil constitutionnel pour «trouble à l'ordre public et mise en danger délibérée des femmes», signature de la pétition par milliers pour exiger l'adoption rapide d'une nouvelle loi. Le Conseil constitutionnel poussera-t-il l'infamie jusqu'à le supprimer du code du travail et rétablir, par là, le droit de cuissage? Les «sages, avec un S comme salauds» évoquant la non-conformité à l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme, pas de la femme, et du citoyen de 1789, vont-ils poursuivre l'injustice par l'abrogation du harcèlement moral? En clair, ces hommes visent avec détermination la liberté des femmes à disposer de leur corps.

UN ÉLU SUR DIX IMPLIQUÉ
Il n'existe pas d'étude sérieuse et récente sur le harcèlement sexuel et selon la dernière qui date de 1991, près de 20% des femmes en étaient victimes ou témoins. Plus récemment, l'Association contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) affirme qu'un élu sur dix est visé directement ou accusé d'avoir couvert des faits de harcèlement sexuel, «une histoire de pouvoir, ce qui permet le passage à l'acte c'est surtout le sentiment d'impunité, renforcé par l'absence

de sanctions adaptées aux élus», selon l'association. Élus, entourés de collaboratrices au statut précaire, qui s'autorisent un comportement sexiste y compris au cœur de l'Hémicycle. Environ 80 condamnations sont prononcées chaque année, ce qui signifie trois à quatre fois plus de procédures. Mais aujourd'hui, comment les victimes de ce harcèlement peuvent-elles engager des poursuites et qu'en est-il des procédures en cours? Elles sont toutes annulées et aucune action pénale ne peut être engagée. Cependant une note du parquet de Paris invite les commissariats à recevoir les plaintes déposées qu'une circulaire de la Chancellerie aux parquets permettra de requalifier en violence volontaire, mais cela nécessite une expertise médicale aboutissant à une ITT de plus de huit jours, et conduira à la prescription de nombreuses procédures; en harcèlement moral effaçant la dimension sexiste, c'est une insulte aux victimes; en tentative d'agression sexuelle, ce qui est vraiment différent. La circulaire ne préconise pas de requalifier tout simplement, en agression sexuelle. «D'ici quelques semaines, nous ferons un bilan au cas par cas» prévient l'AVFT qui envisage une procédure en responsabilité de l'État, afin de permettre aux victimes d'être indemnisées de leur préjudice moral et financier. Soutenue par le président de la République, la ministre des Droits des femmes a affirmé qu'un nouveau texte verrait le jour avant l'été. Cette loi préparée avec la



ministre de la Justice devrait être soumise dès que le Parlement se réunira. La délégation sénatoriale aux droits des femmes prépare une proposition de loi. Des sénateurs ont déjà fait enregistrer leurs projets de lois...

MOBILISATION
Côtés organisations syndicales, lancer comme la CFDT une campagne d'interpellation des employeurs contre le harcèlement sexuel est indispensable mais n'est pas à la hauteur de l'enjeu. Les communiqués des autres n'apportent pas grand chose à la lutte. À ce jour, seuls la FSU et Solidaires sont engagés aux côtés de l'AVFT, les plus grandes centrales sont absentes. Pour notre part, le NPA soutient avec toutes les associations, syndicats

et partis politiques signataires, le projet de loi de l'AVFT détaillé dans le n°148 de *Tout est à nous!* C'est celui-ci qui doit être soumis au Parlement. C'est celui que les porte-parole de la mobilisation vont présenter à la ministre qui les a reçues cette semaine. Pour cela, la mobilisation va s'amplifier dans les jours qui viennent. Interpellation de tous les candidats aux élections législatives, de nos organisations syndicales respectives pour qu'elles s'engagent au côté de l'AVFT, plaintes contre le Conseil constitutionnel, faire signer la pétition et se préparer à aller dans la rue, parce que c'est là que ça se passe, aussi!
Karol

Pour plus d'infos avft.org lire aussi p. 12.

Fralib : et si c'était maintenant ?

Depuis 600 jours, les salariéEs de Fralib se battent contre la fermeture de l'entreprise. La fermeture et la délocalisation du site de conditionnement des thés Lipton et des infusions Éléphant ont été programmées par le groupe géant de l'alimentation, Unilever. ConvaincuEs de la viabilité économique du site, les salariéEs se battent non seulement contre la fermeture du site mais aussi pour la reprise de l'activité dans le cadre d'une coopérative. Assise sur le travail des experts économiques syndicaux, la reprise est conditionnée à l'acceptation par Unilever de céder l'entreprise et les machines pour l'euro symbolique. Le projet reçoit le soutien du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur qui prévoit notamment la production des infusions de plantes aromatiques en s'approvisionnant en circuit court en Provence. Craignant l'investissement de l'usine et le déménagement des machines par la direction, les salariéEs ont renforcé l'occupation du site depuis que la justice a été saisie pour ordonner leur expulsion. Les équipes de garde de l'usine se sont élargies à plusieurs équipes syndicales et unions locales, renforcées par des militants politiques. Le gouvernement précédent avait fait la sourde oreille aux demandes répétées d'intervention faites par les organisations syndicales. Du coup, le nouveau gouvernement et plus particulièrement le ministère du Redressement productif sont attendus avec moins de défiance mais sans illusion exagérée. Hollande et Montebourg se sont prononcés à plusieurs reprises pour ouvrir la possibilité de reprise d'entreprises en cas d'abandon par des groupes notamment internationaux. La possibilité d'une reprise par les salariéEs eux-mêmes entre-t-elle dans ce cadre? Saisi par Unilever, le tribunal des référés devait rendre son jugement mercredi 16 mai. Au bout du compte, il donne jusqu'au 1^{er} juin aux différentes parties pour se mettre autour de la table et discuter. Au-delà, la demande d'expulsion des salariéEs qui occupent l'usine sera exécutoire. Cela dit, ceux-ci imaginent mal le nouveau ministre de l'Intérieur (même si c'est Valls!), donner au préfet l'ordre de faire intervenir les flics à une semaine des élections législatives. Mais, cette «garantie» n'en sera que plus sûre si le rapport de forces se maintient. MilitantEs et salariéEs sont convaincuEs que rien ne sera obtenu sans poursuite de la mobilisation. Et de la solidarité.

Robert Pelletier

Erhel-Hydris à Dijon : 185 jours d'occupation le 24 mai 2012!

Spécialiste du hayon élévateur, l'entreprise est en liquidation judiciaire depuis le 22 novembre 2011. **La chaîne de production est en état de marche**
Les travailleurs ont préservé l'outil de travail, assuré la maintenance contre le gel, les infiltrations, protégé les presses, les postes de travail informatisés... mais ils ont aussi empêché l'enlèvement sauvage des produits prêts à livrer ou presque achevés. Gilles Davanture, patron de Metalic, la maison mère lyonnaise, prétend que le carnet de commandes est vide alors que plusieurs dizaines de hayons prêts à livrer sont visibles dans l'usine, des clients sérieux les attendaient, c'était l'affaire de quelques jours. Pour d'autres, quasi achevés, il manquait quelques dizaines de milliers d'euros pour les fournitures nécessaires aux finitions!
Mais il faut faire du fric rapidement

Il y a deux ans, le site avait déjà été lâché par les actionnaires de l'époque, occupé durant 20 jours par les salariéEs, puis repris par Metalic, avec coup de pouce des collectivités locales... On touche les subventions, on fait tourner un minimum le site et on le largue dès que possible! Metalic, qui licencie à Dijon, continue de prospérer à Lyon et d'arroser ses actionnaires!

Une occupation active

Sur les 37 salariéEs mis au chômage, les deux tiers occupent mais recherchent aussi des idées nouvelles. Sans bureau d'ingénieurs, ils ont eux-mêmes conçu une passerelle rétractable pour bateaux de petit tonnage, un modèle de hayon à déplacement latéral permettant la livraison en zone urbaine, le long des trottoirs. Il ne manque pas de créativité dans ce collectif de travail, l'outil de travail et le savoir-faire des salariéEs permettraient des travaux diversifiés de métallerie.

Il faudrait la volonté politique de relancer l'entreprise, sous contrôle des salariéEs!

37 chômeurs, dont les plus récents ont au moins 22 ans de boîte, épuisent peu à peu leurs droits à indemnités, certains touchent encore environ 1250 euros mais beaucoup sont à 850 euros par mois.

Montebourg, Rebsamen sont passés ou ont fait des déclarations de soutien mais n'ont pris aucun engagement d'interdire ces licenciements, pas même de récupérer les aides données aux entreprises qui licencient. Pourtant les salariéEs, lors de la journée portes ouvertes du 27 avril, ont confirmé aux militants du NPA21 qu'il continueront «même s'il faut occuper pendant deux ans!» Raison de plus pour le NPA de rester mobilisé à leur côté.

Loïc et Yves

Francfort, si j'avais su, j'y serais allé!

25 000 manifestantEs se sont retrouvés dans la ville où siège la BCE pour remettre en cause les politiques d'austérité.

Dans la foulée du premier anniversaire des Indignés, trois jours de protestation européenne contre la dette et l'austérité ont paralysé la ville allemande de Francfort où est située la Banque centrale européenne. L'enjeu de cette mobilisation était double; dénoncer et s'opposer aux politiques d'austérité menées par les institutions européennes, et affirmer notre solidarité internationale alors que les classes dirigeantes jouent la carte du nationalisme et de la division entre les peuples pour nous les imposer. Il ne s'agissait donc pas moins que de reprendre l'offensive à l'échelle européenne en construisant nos propres rendez-vous, indépendamment du calendrier des classes dirigeantes qui dicte habituellement nos contre-sommets, pour commencer à opérer la jonction indispensable

des différents mouvements de protestation nationaux. Si l'intégralité des composantes du mouvement social européen, et notamment syndical, n'a pas pris la mesure des enjeux et du potentiel de cette mobilisation, les classes dirigeantes elles ne s'y sont pas trompées en interdisant les manifestations de Blockupy.

ARSENAL RÉPRESSIF

Trois jours durant, 5000 policiers ont tenu la ville sous haute surveillance au prétexte d'assurer la sécurité des biens et des personnes. Des milliers de manifestantEs ont cependant bravé l'interdiction des autorités et participé aux actions de blocage et d'occupation du centre-ville jeudi et vendredi. Leur comportement exemplaire, alors même qu'ils étaient sous pression et devant les provocations constantes de la police, et le simple fait qu'ils n'aient pas renoncé à protester en dépit de

l'arsenal répressif, a permis de mettre en lumière le côté où se situe l'insécurité et celui où sont la démocratie et la justice. La manifestation du samedi, finalement autorisée, a quant à elle rassemblé près de 25 000 personnes venues d'Allemagne, d'Italie et de France. Les délégations internationales et les réseaux altermondialistes ouvraient la marche, suivies de la gauche allemande dominée par Die Linke et enfin d'un dernier pôle, bien plus jeune, et bien plus combatif. Ici, défilaient en rangs serrés près de 10 000 jeunes allemands et italiens pour l'essentiel, issus des réseaux de la gauche radicale, des mouvements Indignés et Occupy, des collectifs tels que Rivolta il Debito. Impressionnants de détermination, entonnant des slogans anticapitalistes et antifascistes, ils ont su démontrer la force du collectif face à l'omniprésence de la police. Bien plus que par

leur nombre, c'est la jeunesse et la conscience résolument anticapitaliste de cette partie du cortège qui en a fait le pôle le plus emblématique de la manifestation.

MOUVEMENT EUROPÉEN

Au vu des attaques présentes et à venir, c'est bien la renaissance d'un mouvement européen centré sur les luttes et mouvements sociaux, la critique du capitalisme et le rejet du paiement de la dette et des politiques d'austérité qu'il s'agit de construire de toute urgence. La mobilisation de Francfort démontre la disponibilité de la jeunesse européenne pour cela. Les mobilisations contre le projet de pacte budgétaire européen et en solidarité avec la Grèce en sont l'occasion, les centaines de collectifs contre la dette en sont le moyen.

Ambre Bragard



TRIBUNE DE LA P1A **Avoir confiance dans notre projet**

Une situation politique inédite s'ouvre après l'élection présidentielle marquée par le rejet de Sarkozy qui a porté Hollande au pouvoir. Alors que la crise de l'Europe des banques s'accroît tant sur le plan économique que politique et que progresse le populisme d'extrême droite, il est plus que jamais d'actualité de regrouper les anticapitalistes en toute indépendance de la gauche libérale et gouvernementale. C'est le projet du NPA. Contre la montée du populisme de droite et d'extrême droite que va nourrir l'adaptation passive de la gauche libérale aux exigences des grands groupes industriels et financiers nous nous adressons à toutes les forces (Front de

gauche, Lutte ouvrière, Alternative libertaire...) pour construire une opposition de gauche contre les politiques d'austérité et les attaques du gouvernement Hollande tout en agissant pour l'unité la plus large pour les mobilisations. Faire barrage à la droite et l'extrême droite, construire une opposition de gauche à la gauche libérale de gouvernement autour de l'urgence sociale et démocratique, c'est ce que nous défendons dans la campagne des législatives. Si la dynamique du Front de Gauche participe d'une politisation positive, ce mouvement politique ne correspond pas à l'opposition de gauche que nous voulons construire. Son orientation actuelle le situe en soutien à la majorité de Hollande, un

piéd dedans un piéd dehors, que le PCF ait ou pas, après les législatives, un ministère. Pour permettre au NPA de participer à la bataille des législatives, le CPN a dû accepter un accord financier antidémocratique, imposé par les animateurs de la Gauche anticapitaliste. Ce mauvais compromis a un coût exorbitant, certes, mais bien moindre que si nous n'avions pas eu d'accord au lendemain du CPN pour mener la campagne des législatives. L'attitude des animateurs de la GA qui n'ont, par ailleurs, quasiment pas participé au CPN si ce n'est le dimanche pour les votes, participe d'une démarche de rupture. Nous pensons qu'elle n'est pas partagée par toutes celles et tous ceux qui

critiquent l'orientation actuelle du NPA. La direction de la GA craint manifestement le débat, son propre bilan. Nous poursuivons notre politique, mener la bataille des législatives tout en créant les conditions d'un débat démocratique en préparant la réunion nationale des comités début juillet pour que toutes celles et ceux qui partagent la conviction qu'il est indispensable de continuer d'œuvrer au regroupement des anticapitalistes puissent travailler ensemble et relancer le projet du NPA à travers la construction d'une opposition de gauche à Hollande.

TRIBUNE DE LA P2 **Vers de nouvelles clarifications**

Le CPN s'est déroulé dans une ambiance étrange, la quasi-intégralité des membres de la Gauche anticapitaliste organisant une réunion parallèle. Le CPN a commencé à travailler sur la construction d'une opposition de gauche au gouvernement. Pour s'opposer à ses inévitables mesures d'austérité, avec tous ceux qui souhaitent et sont favorables à la construction des mobilisations pour défendre les revendications des travailleurs. Actuellement, le Front de Gauche n'est même pas décidé à refuser de participer au gouvernement Hollande. Il vient de passer dix jours à essayer de trouver un accord électoral avec le PS. Mélenchon, en tête, vient de déclarer que jamais il ne voterait une motion de censure au gouvernement Hollande. Du côté directions

syndicales, largement liées au Front de Gauche, c'est l'attentisme le plus total. La direction de la Gauche anticapitaliste a choisi ce moment pour discuter de son entrée dans le Front de Gauche... Nous espérons que la plupart des camarades ayant sympathisé avec les propositions de la GA refuseront cette lente dérive vers l'abandon de la construction d'un parti anticapitaliste indépendant, pour la transformation révolutionnaire de la société.

Le NPA face à sa crise

Les discussions du CPN sur les élections législatives ont été simples car elles s'inscrivent dans la continuité de la présidentielle : affirmer un programme de rupture avec le capitalisme,

montrer que, face à Hollande, nous ne devons compter que sur nos propres forces. Mais, pour la suite, et nous avons commencé à le percevoir dans les débats de ce CPN, le NPA devra affronter les débats qu'il n'a pas toujours assumés jusqu'au bout depuis sa fondation, des débats pourtant décisifs pour le solidifier et l'orienter dans la nouvelle période ouverte par la victoire du PS. Pour les camarades de la position 2, il est capital de travailler trois chantiers :

- La distinction nette entre d'un côté l'unité d'action pour les droits des travailleurs et contre le gouvernement Hollande, unité qui doit être la plus large, et de l'autre côté la construction du parti, qui nécessite des discussions programmatiques approfondies.

- Le contenu des discussions programmatiques et les débats qui peuvent exister avec d'autres courants anticapitalistes ou révolutionnaires.

- La manière dont nous concevons la construction d'un parti tourné vers l'action et vers les mobilisations.

Les discussions ne font que commencer, ce sera l'enjeu de la réunion nationale des 7 et 8 juillet, de l'Université d'été et bien sûr du congrès de décembre.

Armelle, Antoine, Marie-Hélène, JB, Jean-François, Mathilde, Gaël, membres P2 du CE

TRIBUNE DE LA P4 **Combinons le combat pour l'unité dans les luttes et contre l'austérité de gauche avec la défense d'un programme clairement révolutionnaire !**

Le CPN a été marqué par la dilapidation d'une part considérable du patrimoine financier et immobilier du NPA en faveur de la direction du courant GA... au moment même où elle s'appête à rejoindre le Front de gauche. Cela résulte d'un accord entre le centre de la direction (P1A) et les membres de la GA - qui ne sont venus au CPN qu'au moment des votes ! La P1A prétend qu'elle était obligée de céder au chantage de la GA pour que le NPA se présente aux législatives, mais elle a refusé d'étudier les autres possibilités de financement et on pouvait avoir moins de candidats. Sur ce point, nous avons fait front avec la plupart des camarades de la P2.

Sur les questions de fond, la résolution P1A/P2 reconnaît certes les « faiblesses » de notre campagne, en particulier sur la question du pouvoir, de l'Europe et de la perspective transitoire... mais il n'y a aucun réajustement. Nous avons proposé en vain l'objectif du gouvernement des travailleurs qui « *répudierait la dette, exproprierait les banques, le secteur de l'énergie et d'autres groupes capitalistes pour en faire des monopoles publics et relancer la production sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes* ».

De plus, rien n'est dit sur la Grèce, ni sur l'euro et l'UE, alors qu'il faudrait les dénoncer tout en expliquant que la seule solution est de rompre avec le capitalisme par un programme révolutionnaire,

incluant la rupture avec l'UE et sa monnaie, dans la perspective d'une Europe socialiste des travailleurs.

En revanche, nous avons contribué à mieux définir la campagne immédiate du parti : refusant tout « état de grâce » à Hollande, il s'agit d'œuvrer aux mobilisations et d'interpeller les organisations du mouvement ouvrier pour exiger l'abrogation des lois du sarkozysme, la non-ratification du traité européen imposant l'austérité permanente, l'unité de lutte contre les licenciements et pour l'augmentation des salaires.

Mais nous devons aussi défendre notre propre programme. Selon nous, il faut interpeller le FdG pour faire éclater les contradictions entre

les aspirations de celles et ceux qui se tournent vers lui et l'impasse de son programme réformiste, de sa logique institutionnelle qui le conduira à soutenir la majorité parlementaire de Hollande et de son chauvinisme de gauche qui le fait couvrir l'impérialisme français.

La crise du NPA rend vitales les discussions programmatiques et stratégiques. Au moment où la majorité de direction se fissure après un an d'accord sans contenu, il faut lier la relance militante du parti à sa refondation clairement révolutionnaire.

Daniela, Ludvine, Ludovic, Marie, Vincent

TRIBUNE DE LA GAUCHE ANTICAPITALISTE **Perseverare diabolicum**

Du CPN, nous retenons qu'il en est sorti un accord financier voté très largement. C'est évidemment une très bonne nouvelle que nous soyons parvenus à sortir par le haut de cette affaire.

Depuis le début des discussions au sein du comité de suivi de la LCR, et tout au long des négociations nous n'avons pas dérogé à notre ligne de conduite : au caractère pluriel de la LCR devait correspondre un accord permettant de prendre en compte l'ensemble des traditions issues de la Ligue.

Les camarades de la P1A parce qu'il y avait l'urgence des législatives ont finalement accepté cette argumentation. À de rares exceptions près, la P2 a, en revanche, choisi de voter contre.

Du CPN, nous retenons aussi la faute politique majeure commise par une majorité de ses membres, celle de maintenir la candidature du NPA à Hénin-Beaumont. Au-delà de telle ou telle formule, c'est toute l'argumentation des camarades qui ne convient pas.

Elle est parfois indigente, lorsqu'il s'agit de justifier d'ajouter la division à la division au nom du 1% de Philippe Poutou à Hénin-Beaumont. Elle est extrêmement inquiétante lorsqu'il s'agit de dire qu'au fond, avant de battre le fascisme, il faut battre le réformisme, ce qui rappelle de sombres heures de l'histoire.

La résolution que nous avons présentée insistait notamment sur le fait que dans une situation politique très inquiétante, et dès lors que l'hypothèque

de la participation gouvernementale sera levée, la question d'un rapprochement du NPA avec le Front de Gauche, comme point d'appui pour la construction du bloc anticrise que nous appelons de nos vœux, devait en toute logique se poser. La résolution commune P1A-P2 sous-estime gravement les enjeux de la situation. La Grèce devrait pourtant ouvrir les yeux des camarades. La Grèce où se joue le sort des peuples de toute l'Europe. La Grèce où la course de vitesse avec l'extrême droite est engagée. La Grèce où une formation de la gauche radicale devient la 2^e force électorale du pays, et répond correctement aux enjeux de la situation. En Grèce, nous devrions être à Syriza, qui n'est mouillé dans aucune compromission avec les partis d'austérité. À

moins qu'il y ait, comme nous l'a expliqué la P1A pour la France, une différence de « nature », qui justifie que l'on élève un mur étanche entre réformistes antilibéraux et révolutionnaires anticapitalistes... C'est aussi la logique qui sous-tend la résolution majoritaire au CPN. La P2 a accepté de mettre en avant le front unique des luttes, mais en échange, elle a obtenu le renoncement à toute volonté de construire le projet que portait le NPA à sa fondation. Nous pensons que les anticapitalistes rassemblés doivent être partie prenante d'un front large, anticrise. Les camarades ont visiblement renoncé à toute idée de rassemblement politique qui impliquerait aujourd'hui un dépassement du NPA.

www.gauche-anticapitaliste.org

Toutes et tous aux trois jours pour changer le monde !

Du 1^{er} au 3 juin, le secteur jeunes du NPA organise trois jours de débats pour toutes celles et tous ceux qui veulent prendre le temps d'analyser la période riche en événements que nous vivons.

Les trois jours pour changer le monde sont l'occasion pour tous les jeunes, militants ou non au NPA, d'apprendre des choses, de découvrir de nouvelles problématiques et bien sûr de débattre avec des militants venus des quatre coins de la France ! Pour que tout le monde puisse participer 10 euros seront demandés, ce qui permettra de rembourser les voyages hors région parisienne. L'hébergement sera fourni et de la bouffe sera disponible sur place. Ci-après, un petit tour d'horizon non exhaustif du programme de discussion des trois jours :

VENDREDI 1^{er} JUIN Meeting d'ouverture

Le meeting donnera le ton de ces trois jours. Nous y discuterons des bilans de l'élection présidentielle en France, de la crise en Europe, en particulier en Grèce, et des perspectives politiques à proposer.

SAMEDI 2 JUIN

De la démocratie réelle à la révolution

L'année 2011 a été très fournie en luttes de classe : les révolutions arabes, le mouvement international des Indignés, les grèves générales et la chute du gouvernement en Grèce. Les problèmes sociaux étaient sur le devant de la scène, comme le chômage ou les salaires. Ces soulèvements ont posé la question de la légitimité des élites actuelles, aussi bien les dictateurs au Sud que les banques et le patronat au Nord, à nous diriger.

Des questions se sont alors posées : comment parvenir à prendre le pouvoir à ces élites ? Comment construire un pouvoir populaire, un pouvoir des travailleurs qui repose sur leur mobilisation et soit fidèle à ses aspirations ?

Tunisie, Égypte : que nous apprennent les révolutions arabes ?

Pour faire la révolution ici, prenons ensemble le temps de jeter un regard plus précis de l'autre côté de la Méditerranée ! Qu'en est-il des révolutions arabes ? Nous essayerons de comprendre et de discuter des enseignements de ces processus depuis les élections et jusqu'à aujourd'hui : les rapports de forces, les obstacles ou les perspectives politiques des révolutionnaires dans ces pays...

DIMANCHE 3 JUIN

Petit manuel à l'usage de ceux qui veulent faire la révolution

Le système capitaliste est à bout de souffle. Les résistances aux offensives des bourgeoisies sont nombreuses mais peinent à l'emporter. Les récentes mobilisations soulèvent de nouvelles questions quant aux modalités de lutte et d'organisation des jeunes et des travailleurs. Comment résister à la barbarie capitaliste et à la sauvagerie de la crise actuelle ? Quelle organisation construire pour changer le monde ? Un parti pourquoi, comment ?

En plus des discussions présentées ici, nous aborderons les thèmes suivants : Qu'est-ce que l'exploitation capitaliste ? Les bases de notre

engagement féministe. Combattre le racisme d'Etat : l'exemple de la lutte des travailleurs sans papiers. Comment lutter contre le FN et l'extrême droite ? Que s'est-il vraiment passé en Octobre 1917 ? Peut-on lutter contre les oppressions sexuelles dans le système capitaliste ?

Pour tout les jeunes qui souhaitent s'inscrire ou avoir plus d'infos : contact-jeunes@npa2009.org



Sous le soleil de l'internationalisme

Les 29^{es} Rencontres internationales de jeunes se tiendront du 30 juillet au 5 août à Besalú, au nord de Barcelone, dans l'État espagnol. Les RIJ sont organisées par la Quatrième Internationale, regroupement d'organisations anticapitalistes et révolutionnaires présent dans une quarantaine de pays. Y participent également des organisations qui en sont sympathisantes ou entretiennent des relations fraternelle avec elle. Nous retrouverons des jeunes militantes et militants anticapitalistes de toute l'Europe et au-delà (Tunisie, Philippines, Mexique...).

Les quinze premiers jours de mandat de François Hollande, de la rencontre avec Angela Merkel aux sommets de l'Otan et du G8, montrent bien à quel point les classes dirigeantes savent se coordonner entre elles pour nous faire payer leur crise. Il devrait en aller de même pour nous !

Face à des attaques similaires, nos résistances ont besoin de se coordonner. Les luttes de la jeunesse, d'un point à l'autre du globe, sont autant d'expériences précieuses à échanger pour mieux réussir les prochaines.

Pour transformer le monde, il faut le comprendre. Avec des formations sur la crise, sur l'économie, sur l'impérialisme, cette semaine nous permet de discuter, de nous former, de débattre sur des sujets que l'urgence des échéances militantes nous empêche parfois d'aborder au long de l'année. La diversité des participants permet d'accéder à autant de traditions, d'expériences, de connaissances : luttes contre l'austérité en Grèce, contre le réchauffement climatique au Danemark, contre la précarité au Portugal, pour l'Éducation en Italie, revendications nationales dans l'État espagnol, révoltes de la jeunesse en Grande-Bretagne, révolutions dans le monde arabe, mouvements des Indignés, luttes

féministes et LGBT... Une condition essentielle pour tenter de faire la synthèse du meilleur des acquis du mouvement ouvrier.

La variété des expériences concerne aussi les partis que nous construisons. Les débats qui agitent le NPA ne sont pas propres à la France. On le réalise en étudiant de près la diversité des situations des courants anticapitalistes. Chaque expérience, avec ses forces et ses faiblesses, est un élément de plus pour discuter de notre propre orientation.

Pour les jeunes qui s'intéressent au NPA, notamment celles et ceux qui nous ont connus ou contactés pendant la campagne 2012, les RIJ seront donc une échéance majeure de formation, d'échanges et de convivialité... Sous le soleil de l'internationalisme !

Jean-Baptiste Pelé

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

--	--	--

Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC

2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- Hebdo 6 mois 1 an
 28 euros 56 euros
- Mensuel 6 mois 1 an
 22 euros 44 euros
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
 20 euros 40 euros
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 38 euros 76 euros

ÉTRANGER

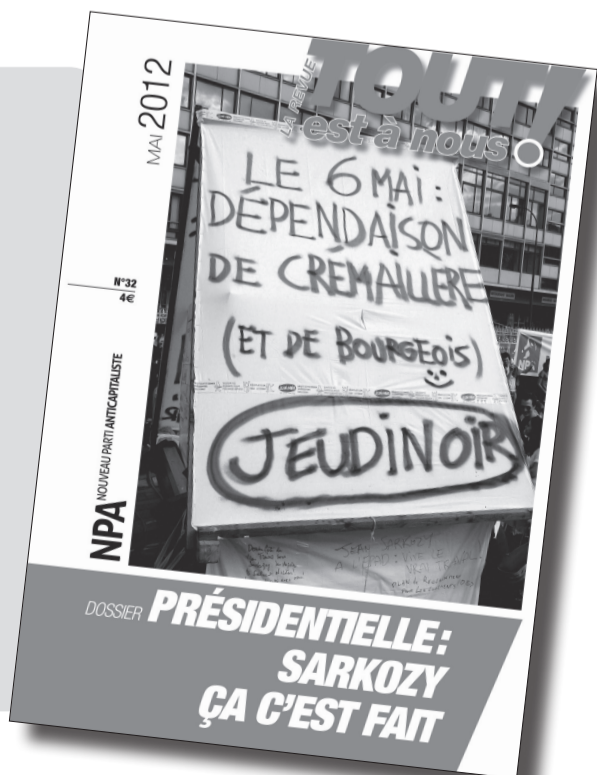
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

LE N°32 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVÉREZ AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO UN DOSSIER SPÉCIAL ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE.

Vous pourrez également lire un article Repères sur les mouvements contre les licenciements boursiers en 1999, autour de la lutte de LU Danone, mais aussi un article sur la décroissance, sur Ben Bella, sur la grève des postiers des Hauts-de-Seine...

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire ci-contre.





L'État protège l'extrême droite à Paris.

Le 12 mai, une distribution unitaire de tracts a eu lieu dans le 13^e arrondissement à Paris, pour dénoncer l'ouverture de la boutique de Serge Ayoub, figure de l'extrême droite radicale. Peu après cette action, une vingtaine de militants antifascistes ont été interpellés par la police et mis au dépôt après 24 heures de garde à vue. Dans le même temps, l'extrême droite radicale défilait en toute impunité dans les rues de Paris. La logique répressive de l'État envers les militants antifascistes est intolérable et nous demandons l'abandon des poursuites.

La préfecture solde ses comptes avec le RESF.

Le 12 mars 2011, environ 200 manifestants se rassemblaient à l'appel du RESF à l'aéroport de Marignane (Bouches-du-Rhône) pour protester contre l'expulsion d'un Comorien père de trois enfants scolarisés à Marseille. Grâce à cette action, l'expulsion a pu être évitée et la famille a été réunie. Plus d'un an après les faits et alors que la page du Sarkozysme est tournée, deux militants du RESF13 sont accusés d'avoir passé des portiques de sécurité destinés aux passagers ! Ils encourent jusque 750 euros d'amende chacun « pour ne pas s'être soumis

au dispositif d'inspection filtrage en vigueur » !

Cette décision du préfet ressemble à un ultime coup bas avant un départ annoncé, dans la droite ligne des années de répression exercées contre les actions de solidarité à l'égard des sans-papiers. Le RESF demande l'arrêt immédiat de la procédure contre ces militants des droits de l'homme et contre toutes les personnes poursuivies en raison de leur soutien aux sans-papiers. Une pétition est à signer sur : www.educationsansfrontieres.org/P228

Harcèlement sexuel : enfin une loi pour les victimes ?

Lundi 21 mai, une réunion de travail a eu lieu dans les locaux de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes (AVFT) entre la ministre des Droits des femmes Najat Vallaud Belkacem, la Garde des sceaux Christiane Taubira, et les associations AVFT, Marche mondiale des femmes, Femmes solidaires, Clashes et l'avocate Maude Beckers. Cette démarche, initiée par les deux ministres, est à la fois historique et à la hauteur des enjeux politiques, juridiques et humains soulevés par le harcèlement sexuel et l'abrogation du délit par le Conseil constitutionnel.

Cet échange de plus d'une heure a permis de débattre sur l'impact désastreux de l'abrogation du délit français de harcèlement sexuel sur les droits des femmes à travers le monde, sur les cas de harcèlement sexuel dans le cadre de la sous-traitance et dans l'enseignement supérieur et la recherche, etc.

À l'issue de la réunion, les deux ministres se sont engagées à présenter le plus rapidement possible un calendrier des réformes. Effet d'annonce ou réel progrès, quoi qu'il en soit la mobilisation des associations continue : elles se sont rendues dans un commissariat parisien pour déposer plainte contre le Conseil constitutionnel, dont elles se sentent victimes de harcèlement sexuel après sa décision d'abroger ce délit. (lire aussi page 9)

Syriza à l'Assemblée nationale... française.

Le 21 mai, à Paris, Alexis Tsipras, le dirigeant de Syriza, était invité par le Front de Gauche lors d'une conférence de presse puis d'un rassemblement de solidarité avec la Grèce devant l'Assemblée nationale. Le leader du parti de gauche grec désormais deuxième force politique du pays, y a défendu son refus d'accepter de nouveaux plans d'austérité : « Il n'y a rien à négocier dans le memorandum car on ne négocie

Le chiffre

75 millions

C'est le nombre de jeunes de 15 à 24 ans au chômage dans le monde en 2011, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), soit 13,6% de cette tranche d'âge. Dans la zone euro, il atteint plus de 22%. C'est un nouveau triste record qui risque d'être battu l'année prochaine, l'OIT ne prévoyant pas de baisse avant 2016. Plus inquiétant encore, le nombre de jeunes sans travail et sortis du cycle scolaire a également augmenté, se situant à 12,8% en Europe et plus de 15% aux États-Unis.

pas avec l'enfer».

Un discours qu'il a répété le lendemain à Berlin, en présence des représentants de Die Linke. Lors de tous ces déplacements le leader de Syriza appelle à refuser le chantage à l'austérité pratiqué par la Commission européenne et les gouvernements libéraux d'Europe.

Après avoir remporté près de 17% des voix aux dernières élections législatives en Grèce, Syriza est en tête des intentions de vote du prochain scrutin du 17 juin avec 28%. Preuve que les menaces de sortie de l'euro et d'abandon de la part des États à la solde des marchés n'ont que peu d'effet sur la colère légitime du peuple grec.

Retraite à 60 ans, encore un effort !

On le savait, le PS n'avait promis le retour de la retraite à 60 ans que pour ceux et celles qui ont commencé à travailler jeunes et qui disposent de leurs annuités. Tout ça sans remettre en cause la durée de cotisation allongée par Sarkozy. Une mesure bien en deçà des besoins et qui ne répondait pas non plus à l'énorme mobilisation contre ce retour en arrière en termes d'exploitation. Mais, bon, c'était mieux que

rien. Mais voilà que la nouvelle ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, tourne autour du pot sur la manière de calculer les trimestres pris en compte. Ainsi, en plus des trimestres cotisés (c'est-à-dire ceux qui correspondent à un travail effectif), elle prendrait en compte les trimestres validés au titre des congés maternité et du service militaire. Les périodes de maladie seraient comptabilisées « dans certains cas » qui restent à définir, mais les temps de chômage ne compteraient pas, tout comme les majorations de trimestres pour enfant. Cela fait quand même une sacrée différence à une époque où la plupart des salariés connaissent plusieurs périodes de chômage dans leur vie active. Encore une fois, c'est la double peine pour ceux qui non seulement sont virés de leur boîte, mais qui de ce fait perdent en annuités et, comme par hasard, pour les femmes. D'autant plus que cela instaure une inégalité de fait entre ceux qui ont commencé tôt mais dont tous les trimestres validés ne comptent pas et les autres... La ministre a promis un décret d'ici juillet, elle doit entendre que le compte n'y est pas.

FÊTE DE LO

Des loisirs et des débats !



Du 26 au 28 mai, la traditionnelle fête de Lutte ouvrière aura lieu à Presles (Val-d'Oise). Comme chaque année, le NPA y sera présent, notamment pour y débattre. Rendez-vous le dimanche 27 mai de 16 à 18 heures à la cité politique, Cathy Billard et Gaël Quirante représenteront le NPA à l'occasion d'un débat avec les représentants de LO Éric Lahy et Stéphane Rodin, sur le thème : « Quelle politique face à la situation créée par les élections ? » (PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL)

NO COMMENT

Il y a des choses que les femmes font mieux peut-être que les hommes. Il y a beaucoup plus d'infirmières que d'infirmiers. Voilà, le côté maternel, la douceur d'une maman...

L'ACTRICE BÉRÉNICE BEJO

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®